

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Institut des Sciences du Travail

Rapport annuel sur la concertation et la négociation

Projet V/001/97

Les organisations d'employeurs et de salariés
dans le secteur bancaire au sein de l'UE

Rapport définitif

Recherche menée pour la DG Emploi et affaires sociales de la Commission des
Communautés Européennes

Rédaction

Pascale IAROSSO, Pierre WALTHERY, chercheurs, Institut des Sciences du Travail, Université Catholique de Louvain

Équipe de recherche

Armand SPINEUX (professeur, président de l'IST)

Evelyne Léonard, professeur

Philippe Barré, Assistant

Xavier Leloup, Assistant

Coordination administrative

Marie GILOT et Marie-Anne SAUSSU

Réseau d'experts nationaux

Allemagne	Dieter SADOWSKI – Sabine LINDENTHAL – Matthias SCHMITT – Susanne VAUDT – Sergi VILA – Universität Trier.
Autriche	Franz TRAXLER – Institut für Soziologie – Universität Wien.
Belgique	Etienne ARCQ – Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (CRISP).
Danemark	Jesper DUE, Carsten JORGENSEN – FAOS – Department of Sociology – University of Copenhagen
Espagne	Ramon de ALOS - Universitat Autònoma de Barcelona – Grup d'Estudis Sociològic sobre la Vida Quotidiana i el Treball. – Esperanza ROQUERO – Universidad Complutense de Madrid
Finlande	Timo KAUPPINEN – European Observatory on Industrial Relations (EIRO) – Dublin.
France	Jean-Michel PLASSARD – Université des Sciences Sociales de Toulouse – Laboratoire Interdisciplinaire de recherche sur les Ressources Humaines et l'Emploi (LIRHE).
Grèce	Aiki MOURIKI – National Center for Social Research – Athens.
Irlande	John GEARY – Enda HANNON – University College Dublin – Graduate Business School – Centre for Employment Relations and Organisational Performance.
Italie	Franca ALACEVICH – Luigi BURRONI Università degli studi di Firenze – Dipartimento di scienza della politica e sociologia politica.
Luxembourg	Franz CLEMENT – Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CEPS – INSTEAD).
Pays-Bas	Jelle VISSER – Marc VAN DER MEER – Hester BENEDICTUS – University of Amsterdam – Department of Sociology.
Portugal	Marinus PIRES DE LIMA – Raquel REGO – Universidade de Lisboa – Instituto de Ciências Sociais – Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa (ISCTE).
Royaume-Uni	Paul THOMPSON – E-Reward
Suède	Dominique ANXO – Center for European Labour Market Studies (CELMS) – Department of Economics – Göteborg University.

Table des matières.

1. Introduction	4
2. Le secteur bancaire au sein de l'UE	8
3. Les acteurs	10
3.1 Les salariés: Union Network International Europe - UNI-EUROPA.....	10
3.2 European Banking Federation-FBE	14
3.3 Groupement Européen des Caisses d'Epargne –GECE	18
3.4 European Association of Co-operative Banks –EACB.....	21
3.5. Les employeurs : synthèse	25
4. National summaries	26
4.1 Austria	26
4.2 Belgium.....	28
4.3 Denmark	30
4.4 Finland.....	31
4.5 France.....	32
4.6 Germany	34
4.7 Greece.....	36
4.8 Ireland	38
4.9 Italy	40
4.10 Luxembourg	42
4.11 Netherlands	44
4.12 Portugal	46
4.13 Spain	48
4.14 Sweden.....	50
4.15 United Kingdom.....	52
5. Annexes	55
5.1 Acronymes et organisations nationales, européennes et internationales mentionnées dans ce rapport	55
5.2 Les organisations d'employeurs négociant des conventions collectives.....	56
5.3 Les organisations de salariés négociant des conventions collectives.	57

1. Introduction

Le présent document constitue le dixième rapport issu de l'étude commandée à l'initiative des services de la Commission Européenne, Direction Générale Emploi et affaires sociales, à l'Institut des Sciences du Travail de l'Université Catholique de Louvain (IST), à la suite de l'appel d'offre n°V/001/97. Ce rapport a pour objet de fournir à la Commission des éléments empiriques permettant d'apprécier la représentativité institutionnelle des organisations européennes d'employeurs et de salariés dans le secteur bancaire au sein des 15 États membres de l'UE. Il fait suite à d'autres travaux, portant sur le même thème mais centrés notamment sur les organisations reconnues comme « partenaires sociales » pour le niveau intersectoriel dans chaque pays de l'UE, des organisations affiliées à la CEC¹ et à Eurocadres, des organisations signant les conventions collectives pour le secteur de la construction, du textile, du commerce et des transports. Prochainement, nous aborderons notamment le secteur des assurances.

Le contexte

La Commission Européenne avait déterminé en 1993 dans une Communication² trois critères déterminant l'accès des organisations d'employeurs et de salariés au processus de consultation établi par l'article 3 de l'Accord sur la Politique Sociale. Ainsi, les organisations devaient: «(1) être interprofessionnelles, sectorielles ou catégorielles et être organisées au niveau européen; (2) être composées d'organisations elles-mêmes reconnues comme faisant partie intégrante des structures des partenaires sociaux des États membres et avoir la capacité de négocier des accords et être, dans la mesure du possible, représentatives dans tous les États membres; (3) disposer de structures adéquates leur permettant de participer de manière efficace au processus de consultation³».

Par la suite, en 1998⁴, une nouvelle communication créait le concept de « comité de dialogue sectoriel », destinés à remplacer les *comités paritaires* et *groupes de travail informels* existants et qui constituaient jusque là le lieu des relations sectorielles instituée entre employeurs et salariés au plan européen. Le rôle de ces derniers est, à l'heure actuelle, essentiellement de consultation, sans préjuger d'une extension future de celui-ci comme ce fut le cas au plan interprofessionnel. En ce qui concerne l'étendue de leurs compétences, « *Les Comités : sont consultés sur les développements au niveau communautaire ayant une incidence sociale ; et développent et favorisent le dialogue social au niveau sectoriel⁵* ».

La constitution de ces comités constitue donc une extension du processus de dialogue social au niveau sectoriel européen, tout en s'appuyant sur une démarche existante. Avant la communication de la Commission, 9 comités paritaires et 11 groupes informels avaient vu le jour. Au premier février 1999, 21 demandes en provenance d'organisations d'employeurs et de salariés étaient parvenues à la Commission⁶,

¹ Confédération Européenne des Cadres.

² COM(93) 600 final du 14 décembre 1993, Communication de la Commission concernant la mise en œuvre du Protocole sur la politique sociale présentée par la Commission au Conseil et au Parlement européen, Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, §24

³ Pour une discussion plus approfondie de ces critères, nous renvoyons à la première étude, portant sur les organisations d'employeurs et de salariés au niveau « interprofessionnel »

⁴ Communication de la Commission concernant la mise en œuvre du Protocole sur la politique sociale présentée par la Commission au Conseil et au Parlement européen *Adapter le Dialogue social au niveau communautaire*, COM(98)-322 du 20 mai 1998., Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes Annexe II

⁵ Ibidem, §2.

⁶ Source : Weber T, *New era in sectoral social dialogue takes shape*, in EIRO online, Dublin, European Foundation for the Improvement of living and working conditions, 1998 (<http://www.eiro.eurofound.ie/1999/02/features/eu9902150f.html>).

dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, le transport routier, les services postaux, le commerce, l'HORECA...

En ce qui concerne les conditions d'accès pour les organisations d'employeurs et de salariés qui pourraient être amenées à faire partie de ces comités et/ou introduire une demande conjointe pour leur constitution, elles renvoient comme pour le niveau intersectoriel à la notion de représentativité, et sont largement similaires à celles énoncées plus haut dans le cadre de la communication de 1993. Les organisations doivent ainsi :

«(1) appartenir à des secteurs ou des catégories spécifiques et être organisées au niveau européen; (2) être composées d'organisations elles-mêmes reconnues comme faisant partie intégrante des structures des partenaires sociaux des États membres et avoir la capacité de négocier des accords et être, représentatives dans plusieurs États membres; (3) disposer de structures adéquates leur permettant de participer de manière efficace au processus de consultation⁷»

Comme on peut le constater, les changements portent sur la disparition des exigences concernant le caractère interprofessionnel des organisations, leur implantation dans l'ensemble des États membres, même si elles n'étaient pas formulées de manière très contraignante, les nouvelles contraintes ne requièrent désormais que les organisations d'employeurs ou de salariés doivent seulement être représentatives dans *plusieurs* d'entre eux. A terme, cet assouplissement de la condition d'implantation pourrait poser un problème de démarcation, dans la mesure où aucun critère précisant un nombre minimal d'États membres n'est présenté pour la mettre en œuvre. Pour une discussion plus approfondie de ces critères et des problèmes qu'ils peuvent poser, nous renvoyons à la première étude réalisée dans ce cadre⁸.

Nous tenons néanmoins à rappeler qu'il est bien entendu que dans le cadre du rapport de l'IST, ne seront examinées que *les conséquences institutionnelles* découlant de la représentativité reconnue ou non reconnue, des membres affiliés à une organisation européenne. Aussi bien théoriquement qu'en regard des différentes traditions nationales en la matière, la représentativité, ou plus exactement la *reconnaissance de la légitimité d'une organisation de partenaires sociaux* à négocier des conventions collectives ou à participer à l'élaboration de politiques sociales ou du marché du travail, peut s'interpréter d'une multitude de manières, qui vont de la capacité de mobilisation effective de la base militante, à des seuils quantitatifs liés aux résultats des élections sociales, en passant par les systèmes de reconnaissance mutuelle au sens strict où aucun critère ne se trouve défini. Ces différents systèmes de reconnaissance et l'étendue des problèmes de définition qu'ils peuvent poser au sein de chaque espace national feront l'objet d'une analyse comparative au cours de cette année.

La démarche

Dans ce contexte donc, l'objet de la recherche consistera notamment, pour les comités sectoriels existants, à fournir des éléments empiriques permettant d'apprécier la représentativité institutionnelle des organisations qui ont introduit la demande de création de ces Comités de dialogue social sectoriels, au sein des différents États membres, en fonction des trois critères précités. Plus particulièrement, le présent

⁷ COM(98)322 du 20 mai 1998, §1.

⁸ Spineux A, Walthéry P. et al, *Rapport sur la représentativité des organisations européennes de partenaires sociaux, Rapport coordonné par l'Institut des Sciences du Travail de Université Catholique de Louvain – pour le compte de la Direction Générale Emploi, Relations industrielles et Affaires sociales de la Commission Européenne, Louvain-la-Neuve, 1998, pp.3-7.*

rapport examinera les organisations d'employeurs et de salariés présentes au sein du secteur bancaire. Dans l'état actuel de nos connaissances, seules deux organisations ont introduit une demande afin d'initier un processus de dialogue social dans ce secteur au plan européen. Au plan national, et pour tenir compte de la diversité des différents mécanismes de reconnaissance, ne seront prises en compte que les organisations qui *participent à la négociation collective* et donc qui d'une manière ou d'une autre jouissent de la reconnaissance ad hoc au sein des secteurs mentionnés. La seule exception à cette règle réside dans les organisations affiliées à l'une ou l'autre fédération européenne directement objet de notre étude.

Il est toutefois important de noter que pour quelques pays, le niveau sectoriel ne constitue pas du tout, ou pas principalement le niveau dominant de la négociation collective, et que ce canevas a dû être adapté. Au Royaume-Uni, et dans une moindre mesure en Irlande, l'essentiel de la négociation collective se déroule au niveau de l'entreprise. En Irlande toutefois, l'existence de *Joint Industrial Councils* et *Joint industrial Committees* qui fixent pour certaines catégories d'entreprises ou de travailleurs, les conditions minimales de travail et de salaire, et au sein desquels siègent les principales organisations d'employeurs et de salariés qui par ailleurs coordonnent la négociation d'entreprise, permettent de circonscrire le problème en donnant des indications sur l'importance de la reconnaissance dont elles font l'objet. Pour le cas britannique, une marge d'appréciation plus importante a été laissée aux équipes de chercheurs pour apprécier les principales organisations qui coordonnent la négociation d'entreprise. Enfin, en Grèce, la négociation de secteur ne possède qu'une tradition récente, les niveaux professionnels (catégoriels) et/ou locaux jouant un rôle prépondérant. Toutefois, un cadre institutionnel existe, et des conventions collectives sont négociées au niveau des secteurs depuis le début des années 1990, qui permet d'identifier les principaux acteurs à ce niveau, même s'il demeure marginal. A l'exception de ce qui vient d'être cité, toutes les organisations, quelle que soit leur importance, mais qui ne signent pas de conventions collectives ne sont PAS reprises dans ce rapport.

A l'inverse, la liste des organisations nationales étudiées ne se limite pas aux seuls membres des organisations européennes qui ont présenté une demande conjointe de création d'un comité de dialogue social sectoriel. Dans la mesure du possible et des informations disponibles, nous abordons l'intégralité des acteurs de la négociation collective pour les secteurs abordés, ceci permettant de tracer « la carte » de la négociation collective pour chacun des pays membres.

Le dispositif

Pour les besoins de cette recherche, un réseau de 15 experts universitaires européens⁹, indépendants aussi bien de la Commission Européenne que des partenaires sociaux a été constitué. Celui-ci est chargé de réaliser un rapport élaboré à partir d'un canevas commun sur les organisations correspondant aux critères ci-dessus au sein de chaque État membre. L'équipe de coordination de l'IST à son tour compile les informations recueillies dans une perspective d'analyse comparative. Une constante collaboration est prévue entre l'équipe de coordination et les experts nationaux. L'objectif du processus ainsi mis en œuvre est d'effectuer simultanément une approche « par le haut » au niveau européen, et « par le bas » au niveau des États Membres. L'IST rassemble en outre des informations directement auprès de chaque organisation européenne étudiée. Le rapport fait ensuite l'objet d'une double vérification, par les services de la Commission, et par les organisations européennes étudiées elles-mêmes, avant d'être approuvé.

⁹ Voir liste plus haut.

Pour mémoire, il est bon de rappeler qu'aussi bien l'équipe de l'IST, chargée de la coordination du travail et de la rédaction de synthèses et analyses comparatives, que les 15 experts nationaux, tiennent à réaffirmer leur plus totale indépendance quant aux conséquences politiques et aux décisions qui pourraient être tirées de la présente étude, leur rôle se bornant à apporter un maximum d'éléments permettant de rendre intelligible et de documenter les trois critères de représentativité définis par la Commission Européenne.

Ensuite, la structure du rapport suivra le cheminement suivant. Dans un premier temps, nous nous livrerons à quelques considérations relatives au secteur et aux différences pouvant y exister d'un pays à l'autre de l'UE quant à la négociation collective. Ensuite, nous présenterons les caractéristiques des membres affiliés aux organisations étudiées, en examinant pour chacune d'entre elles :

Éléments quantitatifs de représentativité

? *Organisations d'employeurs* : nombre d'organisations affiliées ; d'entreprises membres ; salariés employés dans ces entreprises, taux d'affiliation calculé sur le nombre de salariés ; si nécessaire, précision des caractéristiques particulières de l'organisation et de ses membres (PME, etc...).

? *Organisations de salariés* : nombre d'organisations affiliées ; de salariés membres ; taux d'affiliation ; type de salariés affiliés (cols blancs/cols bleus, cadres ou professions qualifiées).

Reconnaissance

? L'organisation participe-t-elle à la négociation collective, la consultation (avec les pouvoirs publics), et la gestion conjointe de fonds sectoriels ?

? Contestation de la représentativité : en cas d'évènements particuliers (émergence de nouvelles organisations contestant celles déjà implantées dans le secteur, affaiblissement significatif du nombre d'affiliés, etc...), l'expert décrira brièvement la problématique, ses enjeux et les tendances à l'œuvre.

Affiliations nationales, européennes, et internationales

? Liste des organisations nationales de niveau supérieur auxquelles l'organisation est affiliée directement et indirectement.

? Liste des organisations européennes auxquelles l'organisation est affiliée directement et indirectement.

? Liste des organisations internationales auxquelles l'organisation est affiliée directement et indirectement

Enfin, nous présenterons pour chacun des États membres, une synthèse des organisations présentes et une description plus détaillée de leurs caractéristiques.

2. Le secteur bancaire au sein de l'UE.

2.1 les activités comprises dans le secteur

De manière générale, l'activité conventionnelle dans les Etats membres englobe toutes les activités financières comprises dans la catégorie NACE 65 soit les activités bancaires commerciales, d'épargne ainsi que les banques coopératives à l'exception des activités liées à l'assurance, qui relèvent d'un secteur distinct. On constate une démarcation claire entre d'une part les banques dites commerciales et d'autre part, les banques d'épargne et coopératives qui revendiquent un esprit différent de celui dont serait animé les banques commerciales qui se reflète dans la structuration des trois organisations d'employeurs qui regroupent cette démarcation entre les banques commerciales, les banques d'épargne et les banques coopératives.

De manière générale, ces organisations sont confrontées au même problème. Constituées sans objectif premier de négociation, certains de leurs membres nationaux ne sont que des associations professionnelles représentant les intérêts du secteur ou d'une activité particulière, sans être investie d'un mandat de négociation. Pour résoudre ce problème, la *Fédération Bancaire de l'Union européenne –FBE* a mis sur pied en son sein un *Comité Bancaire pour les affaires sociales européennes* où sont débattues les problématiques européennes mais surtout dans lequel siègent des organisations d'employeurs et non des associations représentants des intérêts économiques. Le *Groupement Européen des Caisses d'Épargne – GECE* ainsi que la *European Association of Cooperative Banks –EACB* possèdent également un Comité bien que la question de la compétence en matière sociale de leurs membres n'aient pas été résolue. Pour cette raison notamment, la FBE constitue l'interlocuteur principal au sein du Comité de dialogue sectoriel.

2.2 Les catégories de salariés

La majorité des salariés du secteur relève de la catégorie des cols blancs. La section *financière* de *Union Network International–Europe –UNI-Europa*, représente la plupart des syndicats nationaux du secteur financier, et plus particulièrement du secteur bancaire, et les intérêts de leurs affiliés.. On constate également de nombreux syndicats du secteur public en raison de la présence de banques anciennement propriété de l'Etat, ainsi que quelques syndicats de cadres affiliés la CEC (voir page 16) t.

2.3 L'activité conventionnelle

Des conventions collectives régulent l'ensemble du secteur en France, en Italie, au Luxembourg et au Portugal. En Autriche, elles sont différentes en fonction des employés couverts. En Belgique, des conventions collectives distinctes existent pour les banques commerciales d'une part et pour les banques d'épargne, d'autre part, bien qu'en réalité cette distinction ne soit plus en vigueur. Dans certains pays, ces conventions collectives peuvent s'agrémenter d'accords conclus au sein des entreprises présentes dans le secteur bancaire. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Finlande, de la Grèce et des Pays-Bas. En Irlande et au Royaume-Uni, seuls des accords d'entreprises régulent le secteur.

2.4 Le Comité de dialogue social sectoriel

UNI-Europa pour les salariés, la *Fédération Bancaire de l'Union Européenne –FBE*, le *Groupement Européen des Caisses d'Épargne –GECE*, ainsi que la *European Association of Cooperative Banks–EACB* constituent le Comité de dialogue social au niveau européen. Ces trois organisations avaient pour ce faire introduit en décembre 1998 une demande conjointe en vue de sa création. Ce Comité est donc institué pour le secteur des banques en ce compris les banques et caisses d'épargne ainsi que les banques

coopératives. On ne peut parler de négociations en tant que telles dans le secteur bancaire au niveau européen, bien qu'il existe une réelle volonté de dialogue entre les partenaires. Les thèmes abordés dans ce cadre abordent les thématiques importantes du secteur comme les fusions et acquisitions, l'intégration des PECO, la question des « call center », certains de ces sujets pouvant donner lieu à la production de textes conjoints. Nous soulignons également le fait qu'il n'existe aucune contestation en terme de représentativité d'autant plus que le rôle d'interface principal de la FBE dans le dialogue social européen ne semble pas remis en cause par les deux autres organisations.

2.5 Remarques méthodologiques

Nous attirons l'attention sur les données quantitatives et la diversité de leurs sources. À côté des chiffres fournis par notre réseau d'experts nationaux, figurent non seulement des informations fournies par les organisations nationales ou européennes ou encore d'autres organismes mais également des estimations élaborées par l'IST sur base des données disponibles. Ces estimations sont à manipuler avec la plus grande précaution et ne doivent servir qu'à procurer une vision plus globale de l'emploi ou encore des affiliations syndicales au niveau sectoriel. La base de calcul de ces estimations ainsi que les sources des autres informations sont fournies dans chaque synthèse nationale. Les différentes notations utilisées servent à distinguer et clarifier l'origine de chacune des données :

- **GRAS** : données de l'expert national
- **GRAS ITALIQUE** : données fournies par les organisations européennes ou d'autres organismes
- **ITALIQUE** : estimations établies sur base des données disponibles.

La colonne « salariés » figurant dans tous les tableaux, à côté de la colonne « pays » exprime le nombre de salariés de l'ensemble du secteur.

En vue d'une meilleure maniabilité du document, les synthèses nationales sont en anglais. Dans ce cas, l'acronyme CB signifie *collective bargaining*, l'équivalent en français de NC pour négociation collective.

3. Les acteurs

3.1 Les salariés: Union Network International Europe - UNI-EUROPA

3.1.1 Caractéristiques générales

Union Network international Europe (UNI-Europa), anciennement Euro-FIET¹⁰, regroupe environ 165 syndicats dans 45 pays et représenterait environ 7 millions de travailleurs. Elle englobe des syndicats dont les membres se retrouvent dans divers secteurs comme les banques, les assurances, les services, le tourisme, le graphisme ou encore le commerce. Sa structure interne s'organise selon ces divers secteurs à l'exception du secteur finance qui englobe deux secteurs, celui des banques et celui des assurances.

Structure

UNI-Europa se compose :

- d'une Conférence régionale, instance suprême de décision, chargée de définir les politiques générales, d'élire les mandataires et de ratifier les décisions du Comité exécutif régional. Elle se réunit au moins tous les quatre ans et se compose des délégués des organisations membres élus au prorata des effectifs cotisants. Elle élit le Secrétaire régional d'UNI-Europa¹¹
- d'un Comité exécutif régional présidé par le Président (ou par le Vice-Président le cas échéant), élus auparavant par les membres du Comité exécutif. Il est "*responsable de la gestion des affaires durant les périodes entre deux Conférences régionales*"¹². Le Comité exécutif régional se réunit une fois par an et est habilité à nommer des sous-comités pour le seconder dans son travail. Ceux-ci sont placés sous la présidence d'un membre du Comité exécutif régional.
- d'un Comité de direction régional désigné par le Comité exécutif en son sein, chargé de le "*seconder dans la gestion de la région durant les périodes entre ses réunions*"¹³. Le Président, le Vice-président et le secrétaire régional sont membres *ex officio* de ce Comité de direction.

Les organisations régionales peuvent déployer des activités sectorielles, créer des groupes de travail, organiser les réunions nécessaires dans le but de promouvoir les intérêts sectoriels des membres. Ces activités peuvent être soit sectorielles, soit organisées en coopération avec d'autres secteurs. C'est le cas pour la section financière d'UNI-Europa, où sont traitées, au travers de commissions distinctes, les questions relatives au secteur des banques et des assurances.

¹⁰ Plus précisément, UNI, résulte d'une fusion entre la *International Federation of Commercial, Clerical, Professional and Technical Employees –FIET*, la *Communications International –CI*, la *Media and Entertainment International –MEI* et l'*International Graphical Federation –IGF* survenue fin 1999.

¹¹ Statuts d'UNI-Europa, art. 6 et 7.

¹² Statuts d'UNI-Europa, art.9.

¹³ Statuts d'UNI-Europa, art. 10.

3.1.2 Base de représentativité

Nombre de membres d'UNI-Europa

Pays	Salariés	Dénomination	Affiliés	Densité	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales – indirectes
Allemagne	785.190	DAG	48.470	20%	Oui	No	UNI-Europa, CES
		HBV	40.776	15%	Oui	DGB	UNI-Europa, CES
Autriche	69.802	GPA	32.000	43%	Oui	ÖGB	UNI-Europa, CES
		SETCa	28.496	37%	Oui	FGTB	UNI-Europa, CES
Belgique	77.389	CNE	7.429	9.5%	Oui	CSC	UNI-Europa, CES
		LBC	9.392	12%	Oui	CSC	UNI-Europa, CES
Danemark	54.040	FF	49.000	95%	Oui	FTF	UNI-Europa, CES
		DFSf	43	NA	Non	NA	UNI-Europa
Espagne	252.600	COMFIA	45.800	18%	Oui	CCOO	UNI-Europa, CES
		FES	12.700	NA	Oui	UGT	UNI-Europa, CES
		FETA-ELA	538	NA	Non	ELA-STV	UNI-Europa
Finlande	28.500	SUORA	25.000	88%	Oui	STTK	UNI-Europa, CES
		CFDT banques	20.000	5%	Oui	CFDT	UNI-Europa, CES
France	411.521	CFTC	5.200	1.3%	Oui	CFTC	UNI-Europa, CES
		UCC	1.200	NA	Non	CFDT	UNI-Europa, CES
		FEC	12.000	2.9%	Oui	FO	UNI-Europa, CES
		CGT secteur financier	6.300	1.5%	Oui	CGT	UNI-Europa, CES
Grèce	55.602	OTOE	54.924	83,86%	Oui	GSEE	UNI-Europa, Eurocadres, CES
		IBOA	12.000	40%	Oui	ICTU	UNI-Europa, CES
Irlande	45.600	Mandate	700	40%	Oui	ICTU	UNI-Europa, CES
		MSF	2.000	40%	Oui	ICTU	UNI-Europa, CES
		SIPTU	2.208	40%	Oui	ICTU	UNI-Europa, CES
		FISAC	47.110	13%	Oui	CGIL	UNI-Europa, CES
Italie	360.000	FIBA	52.972	15%	Oui		UNI-Europa, CES
		UILCA	23.737	6.5%	Oui	UIL	UNI-Europa, CES
		FABI	53.347	15%	Oui	Non	UNI-Europa
		FALCRI	18.337	5%	Oui	Non	UNI-Europa
		ALEBA	10.271	80-90%	Oui	ALEBA-UEP	UNI-Europa
Lux.	23.747	OGB-L	1.334	NA	Oui	CGT-L	UNI-Europa, CES
		FEP-FIT Cadres	620	NA	Non	Non	UNI-Europa
		LCGB	NA	NA	Oui	Non	UNI-Europa, CES
Pays-Bas	120.000	FNV Bondgenoten	>10.000	25%	Oui	FNV	UNI-Europa, CES
		CNV Dienstenbond	3.200	NA	Oui	CNV	UNI-Europa, CES
		De Unie	10.000	NA	Oui	UOV, MHP	UNI-Europa, CES
Portugal	62.668	SBSI	35.000	60%	Oui	UGT	UNI-Europa, CES
		SBN	19.867	29%	Oui	UGT	UNI-Europa, CES
		SBC	6.261	10%	Oui	UGT	UNI-Europa, Eurocadres, CES
Royaume-Uni	569.000	MSF	NA	NA	Oui	TUC	UNI-Europa, CES
		UNIFI	44.483	NA	Oui	TUC	UNI-Europa, CES
		PCS	1000	NA	Oui	TUC	UNI-Europa, CES
Suède	50.800	Finansförbundet	38.000	80%	Oui	TCO	UNI-Europa, CES
		STMF	1.700	80%	Oui	TCO	UNI-Europa, CES
		JUSEK	1.100	80-90%	Oui	SACO	UNI-Europa, CES, Eurocadres
		Fastighetsanställdas	160	80%	Oui	LO	UNI-Europa, CES

Notes : Les estimations de densité expriment le ratio entre le nombre de salariés du secteur et le nombre d'affiliés à l'organisation.

UNI-Europa Finances / Banques compte 41 membres répartis au sein des 15 Etats de l'Union européenne. Le nombre total d'affiliés est approximativement de 800.000 salariés auquel il faut ajouter les données manquantes concernant MSF au Royaume-Uni. Ce chiffre correspond aux affiliés du secteur bancaire et non pas au total des salariés de la section finance de UNI-Europa.

Contestation de représentativité

Parmi les 41 membres d'UNI-Europa, 4 ne jouent aucun rôle dans la négociation de conventions collectives ou d'accords. Il s'agit d'un syndicat de fonctionnaires danois *DFSf*, du syndicat basque *FETA-ELA* en Espagne, de l'*UCC* en France et de la *FEP-FIT Cadres* au Luxembourg. Ensemble, ces syndicats représentent les intérêts d'environ 20.000 salariés. On peut donc estimer que la majorité des intérêts du secteur sont représentés par des organisations nationales affiliées à UNI-Europa et qui participent à la conclusion d'accords. La majorité des membres d'UNI-Europa sont affiliés indirectement à la *Confédération européenne des syndicats –CES* via l'organisation centrale nationale à laquelle ils sont affiliés.

3.1.3 Reconnaissance

La question qui se pose est de savoir s'il existe une autre organisation européenne qui récupère les syndicats qui échappent à la couverture d'UNI-Europa. Pour ce faire, il est nécessaire de voir quels sont les syndicats qui participent à l'activité conventionnelle sans pour autant être affiliés à UNI-Europa. Le tableau ci-dessous reprend les organisations dans cette situation.

Organisations non-membre d'UNI-Europa participant à la négociation d'accords :

Pays	Dénomination	Affiliés	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales - indirectes
Allemagne	ÖTV	NA	Oui	DGB	CES
	DBV	NA	Oui	NA	NA
	DHV	NA	Oui	CGB	CES
	DBB Tarifunion	NA	Oui	Non	CESI
Belgique	CGSLB	NA	Oui	Non	CESI
Espagne	CSICA	NA	Oui	Non	Non
	FAMIBAC	5.800	Oui	CC	CEC
	FCCA	2.200	Oui	CC	CEC
	FITC	5.400	Oui	Non	Non
France	CGT secteurs financiers	6.300	Oui	CGT	CES
	FNSEC ¹⁴	29.000	Oui	CGC	CEC
Irlande	MSF	2.000	Oui	ICTU	CES
	SIPTU	2.208	Oui	ICTU	CES
Italie	Federdirigenticredito	32.000	Oui	CIDA	CEC
	SINFUB	NA	Oui	Non	Non
Luxembourg	LCGB	NA	Oui*	Non	CES
Portugal	SNQTB	6.261	Oui	Forum dos sindicatos independentes	CEC
Suède	Fastighetsanställidas	160	Oui	LO	CES, CISL
	HRF	100	Oui	LO	CES, CISL
	JUSEK	1.100	Oui	SACO	CES, CISL, Eurocadres
	CF	200	Oui	SACO	CES, CISL, Eurocadres
	Civilekonomerna	900	Oui	SACO	CES, CISL, Eurocadres

Notes : * LCGB participe à la négociation collective même s'il n'a pas signé l'accord sectoriel de 1999.

Ces organisations ne semblent pas être affiliées à une autre organisation européenne. Elles ne représentent qu'un nombre réduit d'employés par rapport au nombre d'affiliés d'UNI-Europa impliqués dans la négociation collective.

¹⁴ Fédération nationale des syndicats des établissements de crédit qui regroupe le SNB (Syndicat national de la banque), le SNECA (Syndicat national de l'encadrement du Crédit agricole), la CGC Crédit Foncier, la CGC Banque de France et la CGC Caisses d'épargne.

Les employeurs

3.2 European Banking Federation-FBE¹⁵

3.2.1 Caractéristiques générales¹⁶

Auparavant association de fait, la *Fédération bancaire de l'Union européenne –FBE* est depuis le 15 décembre 1999 une association internationale sans but lucratif. La FBE comprend les associations bancaires des 15 pays membres de l'Union européenne ainsi que les associations suisse, norvégienne et islandaise. Au total, la Fédération représente donc les intérêts d'environ 3.000 banques commerciales regroupées en organisations d'employeurs ou en associations représentant les intérêts économiques du secteur au niveau national.

Structure

La Fédération bancaire de l'Union européenne se compose¹⁷ :

- d'un Conseil, composé de tous les membres, lesquels désignent chacun un ou deux représentants issus des organes de direction de leurs banques. Le Conseil définit les principes généraux de la Fédération et est seul compétent pour prendre une série de décisions qui, dans une société commerciale, relèvent en général du conseil d'administration. Le conseil choisit en son sein un Président pour une période de deux ans ;
- d'un Comité Exécutif, lequel est constitué des directeurs généraux des associations bancaires nationales. Le Comité Exécutif dirige les activités de la Fédération, sous la surveillance du Conseil ;
- d'un Secrétaire général, chargé de la gestion quotidienne et en contact régulier avec les institutions européennes et internationales. Il prépare le travail des organes dirigeants, est responsable de l'exécution des décisions et gère également les travaux des différents Comités et Groupes de travail consultatifs institués au sein de la Fédération. Le Secrétaire général est assisté dans ses fonctions par une dizaine de conseillers spécialisés.

Le Comité bancaire pour les affaires sociales européennes :

Les affaires sociales bénéficient d'un statut particulier au sein de la Fédération bancaire de l'Union européenne. Ce statut est dû au fait que toutes les associations bancaires nationales membres de la Fédération ne sont pas compétentes en affaires sociales. Traditionnellement, les affaires sociales étaient traitées exclusivement au sein d'une structure ad hoc informelle et indépendante des organes dirigeants de la Fédération : le *Comité de Liaison pour les Affaires Sociales*. Suite à l'adoption du Traité d'Amsterdam, il fut décidé de créer une structure plus formelle : le *Comité bancaire pour les affaires sociales européennes*. Ce Comité est né fin de l'année 1998 de la volonté commune de la Fédération bancaire de l'Union européenne et du Comité de Liaison pour les Affaires Sociales. Il est composé des membres de la FBE, compétents en affaires sociales et des Associations représentatives d'employeurs non-membres de la Fédération dans les pays où l'association bancaire nationale n'est pas compétente en affaires sociales. Le Comité bancaire pour les affaires sociales européennes est devenu l'organe exclusivement compétent tant pour représenter les intérêts des banques commerciales européennes en matière sociale au niveau européen que pour participer au dialogue social européen. *Le Comité bancaire*

¹⁵ Fédération bancaire de l'Union européenne -FBE

¹⁶ Interview de F. de Brouwer, Conseiller juridique, FBE, 25 janvier 2001.

¹⁷ Informations complémentaires fournies par F. De Brouwer, FBE, juin 2001.

pour les affaires sociales européennes est un organe indépendant des instances dirigeantes de la FBE. Les organes de la Fédération sont cependant tenus régulièrement au courant des activités et décisions du Comité.

Le *Comité de Liaison pour les Affaires Sociales* continue quant à lui d'exister en tant que forum d'échanges entre les différentes associations nationales compétentes en matière sociale.

3.2.2 Base de représentativité

Nombre de membres

Pays	Salariés	Employeurs	Entreprises	Salariés	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales indirectes	-
Allemagne	785.190	<u>AB</u>	<u>144</u>	<u>227.000</u>	<u>Oui</u>	<u>BDA</u>	<u>UNICE</u>	
		BDB ¹⁸	Business association of AB	Non	Non	FBE		
Autriche	69.802	VÖBB	81	17.505	Oui	Non*	FBE, IIB	
Belgique	77.389	ABB	110	76.936	Oui	FEB	FBE, UNICE	
Danemark	55.018	<u>FA</u>	<u>260</u> ¹⁹	<u>39.102</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>CAS</u>	
		Finansrade ²⁰	Business Association of FA	Non	Non	FBE		
Espagne	252.600	AEB	127	131.500	Oui	CEOE	FBE, IIB, FELABAN, UNICE	
Finlande	28.500	<u>PT</u>	<u>363</u>	<u>28.500</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>UNICE</u>	
		FBA ²¹	Business Association of PT	Non	Non	FBE		
France	411.521	AFB	403	190.000	Oui	MEDEF	FBE, UNICE, IIB	
Grèce	55.602	HBA	20	45.000	Non	Non	FBE, ICC	
Irlande	45.600	IBF	61	24.500	Non	IBEC	FBE, UNICE	
Italie	360.000	ABI	970	300.000	Oui	Non	FBE	
Luxembourg	23.747	ABBL	159	18.207	Oui	Non	FBE	
Pays-Bas	120.000	<u>WGVV</u>	<u>55</u>	<u>120.000</u>	<u>Oui</u>	<u>VNO-NCW</u>	<u>UNICE</u>	
		NVB ²²	Business association of WGVV	Non	Non	FBE		
Portugal	62.668	APB	44	57.633	Non	Non	FBE	
Royaume-Uni	569.000	++BBA++	470	420.300	Non	Non	FBE	
Suède	50.800	<u>BAO</u>	<u>147</u>	<u>43.590</u>	<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Non</u>	
		SBA ²³	Business Association of BAO	Non	Non	FBE		

Notes :

- les organisations soulignées sont affiliées au Comité bancaire pour les affaires sociales européennes.

* En principe, il existe une organisation spécifique pour chaque catégorie de banque appartenant à la WKÖ. Selon un accord passé avec le WKÖ, ce sont des lobbies qui négocient et signent les accords. Ces lobbies sont les associations « sœur » d'organisations volontaires, qui représentent les intérêts commerciaux généraux des membres.

Sont compris dans ce tableau tant les membres en tant que tels de la FBE que les membres du Comité bancaire institué par la FBE en charge des affaires sociales.

La FBE comprend 18 membres regroupant tant des organisations qui possèdent la faculté de conclure des accords que des associations bancaire nationales non compétentes en matières sociales. C'est ainsi que le *Comité bancaire pour les affaires sociales européennes* institué au sein de la Fédération comprend non seulement les membres de la FBE compétents en affaires sociales mais également des association non membres de la FBE mais investies d'un mandat de négociation. En raison du lien étroit entre la FBE et le

¹⁸ Bundesverband deutscher Banken -BDB

¹⁹ Banques et assurances

²⁰ Finansradet Danske Pengeinstitutters Forening

²¹ The Finnish Bankers' Association –FBA

²² Nederlandse Vereniging van Banken –NVB

²³ Swedish Bankers' Association –SBA

Comité bancaire, les associations non membres de la FBE mais compétentes pour l'activité conventionnelle figurent également dans le tableau et y sont soulignées. Ces associations sont au nombre de 5, réparties en Allemagne, au Danemark, en Finlande, aux Pays-bas et en Suède. Le nombre de salariés englobés par les membres du Comité bancaire s'élève à 1.750.000 au total.

Contestation de représentativité

Dans certains pays, l'association membre de la FBE ne joue aucun rôle dans la négociation de conventions collectives. Une partie des membres de la FBE ne possède donc aucun mandat en matière de dialogue social européen. Le Comité bancaire apporte une solution à ce problème en regroupant d'une part les membres de la FBE compétents en matière sociale mais également d'autres associations qui ont la capacité de conclure au niveau national des conventions collectives. De la sorte, une grande majorité d'organisations membres de la FBE et/ou du Comité bancaire sont impliquées dans l'activité conventionnelle du secteur. Seules 4 organisations d'employeurs membres de la FBE ne participent directement à la négociation de conventions collectives. Il s'agit de HBA en Grèce, de APB au Portugal, de IBF en Irlande et de BBA au Royaume-Uni. Il s'agit de cas où les accords sont conclus au niveau de l'entreprise.

On constate quelques affiliations indirectes à l'UNICE par le biais de l'organisation centrale nationale dont sont membres les organisations d'employeurs.

3.2.3 Reconnaissance

- La plupart des organisations affiliées à la FBE (Comité bancaire inclus) participent à l'activité conventionnelle sectorielle.
- D'autres organisations participent à la conclusion d'accords et sont affiliées à d'autres organisations européennes du secteur des banques, principalement au Groupement Européen des Caisses d'Épargne – GECE et à la *European Association of Cooperative Banks –EACB*. Il s'agit respectivement des banques et caisses d'épargne d'une part et des banques coopératives d'autre part, activités spécifiques au sein du secteur dont les intérêts sont également représentés de manière distincte de ceux représentés par la FBE.

3.2.4 Présence Internationale

VÖBB en Autriche, AEB en Espagne et HBA en Grèce sont affiliée à l' *Institute of International Bankers – IBB* au niveau international.

3.3 Groupement Européen des Caisses d'Épargne –GECE

3.3.1 Caractéristiques générales

Le Groupement européen des caisses d'épargne est une association internationale qui regroupe «*les associations nationales de caisses d'épargne d'Europe ou – à leur défaut, de la caisse d'épargne ou de l'institution la plus représentative qui partagent une identité commune*»²⁴. L'organisation s'engage à fournir l'assistance technique nécessaire à ses membres dont le but est «*la recherche et l'étude du droit et des politiques de l'Union Européenne, de ses organes et des Etats Membres, dans la mesure où ils concernent les caisses d'épargne et leurs clients*»²⁵.

Structure

Association internationale sans but lucratif²⁶, le GECE se compose :

- d'un Conseil général, organe suprême du Groupement. Il en détermine la politique et les activités et dispose de tous les pouvoirs en vue de réaliser les objectifs du Groupement, et notamment : *admission ou exclusion des membres, adoption d'un règlement de procédure interne (le « Règlement d'Ordre Intérieur »), fixation des cotisations des Membres ou d'un plancher et d'un plafond pour ces cotisations, adoption du budget, des comptes annuels et d'un organigramme, élection du Président, des Vice-présidents et du Trésorier, adoption du programme de travail annuel, modification des Statuts, transfert du siège du Groupement, dissolution et liquidation du Groupement*²⁷. Il est composé d'un membre effectif et d'un membre suppléant par membre du Groupement. Le Conseil Général se réunit au moins 2 fois par an, une fois au cours du 1^{er} semestre et une fois au cours du second ;
- d'un Président et d'au moins deux Vice-présidents, élus parmi les membres effectifs du Conseil général pour une durée de trois ans²⁸. Le Président représente le GECE vis-à-vis de l'extérieur.
- d'un Trésorier, également élu parmi les membres pléniers du Conseil pour une durée de trois ans. Il est chargé de soumettre chaque année au Conseil général, les comptes et le budget annuels pour approbation²⁹.

²⁴ Statuts du GECE, janvier 2000.

²⁵ Statuts du GECE, art.4.

²⁶ Moniteur belge, GECE, 30 mars 1996.

²⁷ Statuts du GECE, art.9.

²⁸ Statuts du GECE, art.12.

²⁹ Statuts du GECE, art.16.

3.3.2 Base de représentativité

Nombre de membres du GECE³⁰

Pays	Salariés (NACE 65)	Employeurs	Entreprises	Salariés	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales – indirectes
Allemagne	785.190	DSGV	326	288.404	Non	Non	GECE, IMCE
Autriche	69.802	ÖSV	68	24.000	Oui	Non	GECE, IMCE
Belgique	77.389	+BSRB+	NA	NA	Non	Non	GECE
Danemark	55.018	+3 S GROUP+	NA	NA	Non	Non	GECE
		+3 S GROUP+	NA	NA	Non	Non	GECE
Espagne	252.600	+CECA+	95	90.997	Non	Non	GECE
Finlande	28.500	Suomen Säästöpankkiliitto	40	1.531	Non	PT	GECE, UNICE
France	411.521	CNCE	34	42.000	Oui	Non	GECE, IMCE
Grèce	55.602	Greek Post Office	25	1.312	Non	HBA	GECE
Irlande	45.600	+TSB Bank+	1	1.100	Non	Non	GECE
Italie	360.000	ACRI	73	75.015	Non	ABI	GECE
Lux.	23.747	+BCEE+	1	1.786	Non	Non	GECE
Pays-Bas	120.000	+SNS Reaal+	1	3.700	Non**	WGVB, NCW	VNO- GECE, UNICE
Portugal	62.668	*BPCE*	4	4.602	Non	Non	GECE
Royaume- Uni	569.000	+Lloyds Group+	TSB 1	82.580	Non	NA	GECE
Suède	50.800	Förenings sparbanke n	90	15.808	Non	NA	GECE

Notes :

Les membres nationaux mentionnés en gras dans le tableau sont des organisations d'employeurs. Les membres +...+ sont des entreprises et non des associations ou organisations d'employeurs.

CECA, lobby économique, ne joue aucun rôle dans les relations industrielles du secteur. Son organisation sœur, l'ACARL, représente les intérêts de ses membres lors des négociations de conventions collectives. Elle n'est cependant pas membre de l'GECE même si elle entretient des liens étroits avec CECA.

BPCE Associação Portuguesa de Bancos de Poupança e Caixas Economicas, n'est pas une organisation d'employeurs mais plutôt un cartel qui regroupe 3 organisations du secteur.

**SNS Reaal participe à la conclusion d'accord en son sein mais ne conclut pas de convention collective au sens propre du terme.

Le Groupement Européen des Caisses d'Épargne –GECE comprend 15 membres, répartis au sein des 15 Etats membres de l'Union, qui englobent approximativement 600.000 salariés au total sans compter les salariés des membres belge et danois.

³⁰ Source : GECE, « Meet the ESBG and the European Savings Banks », février 2000.

Contestation de représentativité

Plusieurs commentaires s'imposent au sujet de cette organisation.

Tout d'abord, nous soulignons le caractère mixte du GECE. En effet, à côté des organisations nationales d'employeurs membres du GECE, figurent également des banques ou des institutions de crédit. Cette possibilité est d'ailleurs prévue dans les statuts de l'organisation³¹. Ces banques ou caisses d'épargne ne peuvent donc être, par nature, impliquées dans la négociation de conventions collectives si ce n'est lorsque des accords sont conclus en leur sein. C'est le cas de *3 S GROUP* au Danemark, de *TSB Bank* en Irlande, de *Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat –BCEE* au Luxembourg, de *SNS Reaal* aux Pays-Bas et de *Lloyds TSB Group* au Royaume-Uni. Au total, 5 membres sur 15 ne participent pas à l'activité conventionnelle.

À côté de ces banques, on constate également la présence de lobby économiques ne jouant aucun rôle dans les relations industrielles du secteur. C'est le cas de quatre associations : la *Belgian Savings and Retail Banks* en Belgique, la *Deutscher Sparkassen-und Giroverband –DSGV* en Allemagne, l'*Associazione fra le Casse di Risparmio Italiane –ACRI* en Italie et la *Confederación Española de Cajas de Ahorros –CECA* en Espagne. Il existe également des associations qui regroupent plusieurs banques sans avoir aucun rôle dans la conclusion d'accord. C'est le cas des associations grecque et portugaise.

En ce qui concerne les membres finlandais et suédois, bien qu'étant des organisations d'employeurs, ils ne concluent aucune convention dans le secteur.

3.3.3 Reconnaissance

Parmi les 15 membres et les 600.000 salariés couverts par le GECE, seules 2 organisations participent à la conclusion de conventions collectives. Il s'agit du CNCE en France et de l'*Österreichischer Sparkassenverband –ÖSV* en Autriche.

Notons néanmoins que les associations représentant les intérêts économiques généraux et affiliées au GECE, bien que ne participant pas à la conclusion de conventions collectives, entretiennent souvent des liens étroits avec une organisation « sœur », non membre du GECE mais dont la fonction première est l'implication dans les relations industrielles du secteur.

Aucune autre organisation n'est présente dans le sous-secteur des banques et caisses d'épargne.

Il n'existe aucun Comité susceptible d'affilier des organisations compétentes en matière sociale. Lorsque les membres nationaux ne possèdent pas la compétence de conclure des accords, ils en réfèrent au niveau national et à l'organisation d'employeurs ad hoc.

3.3.4 Présence Internationale

Tous les membres du GECE sont affiliés à l'*Institut Mondial des Caisses d'Épargne –IMCE*.

³¹ Cfr statuts du GECE, introduction.

3.4 European Association of Co-operative Banks –EACB³²

3.4.1 Caractéristiques générales

Le Groupement européen est l'une des trois organisations d'employeurs du secteur bancaire. *« Il est officiellement reconnu par les instances communautaires, à savoir la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Banque centrale européenne – au même titre que les banques commerciales et les caisses d'épargne – comme porte-parole du secteur bancaire coopératif européen »*³³

L'EACB regroupe tant des associations d'employeurs que des banques coopératives en tant que telles. Elle vise la représentation spécifique des intérêts du sous-secteur des banques coopératives composé de banques de taille diverse. Les banques coopératives sont *« en raison de leur structure décentralisée, plus proches de la population qu'aucun autre groupe bancaire »*³⁴.

³² Groupement européen des banques coopératives –GEBC.

³³ Complément d'information fourni par l'EACB, mai 2001.

³⁴ EACB, *Rapport d'activité 2000*, p.43.

3.4.2 Base de représentativité

Nombre de membres de EACB

Pays	Salariés	Employeurs	Entreprises	Salariés	NC	Affiliation nationale	Affiliations indirectes	internationales –
Allemagne	785.190	BVR	2.417	171.783	Non*	AVR*	EACB	
Autriche	69.802	ÖGV	70	5.291	Oui	Non**	EACB, CIBP	
		ÖRV	828	22.149	Oui	Non**	EACB	
Belgique	77.389	<u>Crédit professionnel</u>	1	NA	Non	NA	EACB	
Danemark	54.040	<u>Danske Andelkassers</u>	109	4.176	Non	NA	EACB	
Espagne	252.600	UNACC	90	14.000	Oui	CEPES	EACB, <i>ACI, WOCCU</i>	
Finlande	28.500	<u>OKOBANK</u>	250	8.695	Non	PT	EACB, <i>UNICE</i>	
France	411.521	FNCA	53	71.055	Oui	Non	EACB	
		GBP	82	34.000	Oui	Non	EACB, CIPB	
		CNCM (1)	NA	NA	Non	NA	EACB	
		CCCC (2)	NA	NA	Non	NA	EACB	
		<u>CP (4)</u>	NA	NA	NA	NA	EACB	
Grèce	55.602	ACBG	25	194	Non	HBA	EACB	
Irlande	45.600	<u>ACC Bank</u>	1	1.150	Non	NA	EACB	
		<u>ILCU (3)</u>	1	1.150	Non	NA	EACB	
Italie	360.000	FEDERCASSE	498	22.000	Oui	Confcoopérative	EACB, <i>ACI</i>	
		ANBP	NA	NA	Non	ABI	EACB	
Luxembourg	23.747	<u>Caisse Raiffeisen</u>	35	317	Non	ABBL	EACB	
Pays-Bas	120.000	<u>Rabobank</u>	1	44.667	Non*	WGVB, <i>VNO-NVV</i>	EACB, <i>UNICE</i>	
Portugal	62.668	FENACAM	158	3.300	Non	Non	EACB	
Royaume-Uni	569.000	<u>Cooperative Bank</u>	1	36.776	Non+	Non	EACB	
Suède	50.800	Landshypotek	10	NA	Non	NA	EACB	

Notes : Les membres repris en souligné dans le tableau sont des banques et non des associations d'employeurs.

* Le BVR représente les intérêts commerciaux, tandis que le AVR est en charge de la négociation et la conclusion d'accords dans le secteur bancaire coopératif. En regard de cette division des tâches, le BVR est représenté, en ce qui concerne les questions de personnel et de questions sociales, et aussi au dialogue social du secteur bancaire, par la AVR.

**En principe, il existe une organisation spécifique pour chaque catégorie de banque appartenant à WKÖ. Ces organisations volontaires ont leur association «sœur» qui représente les intérêts commerciaux généraux des membres. Selon un accord passé avec le WKÖ, ce sont ces lobbies qui négocient et signent les accords.

*** En tant qu'entreprise, *Rabobank* ne conclut pas de convention collective. Néanmoins, des accords sont conclus en son sein avec la contrepartie syndicale. Voir synthèse nationale des Pays-Bas.

(1) Acronyme non officiel pour Confédération nationale du crédit mutuel –CNCM / (2) Acronyme non officiel pour Caisse centrale de crédit coopératif –CCCC / (3) Acronyme non officiel pour Irish League of Credit Unions –ILCU./ (4) Acronyme non officiel pour Chèques Postaux.

L'EACB possède 22 membres répartis au sein des 15 Etats membres de l'Union regroupant environ 500.000 salariés au total. A ce chiffre, il faut rajouter la plupart des salariés français du secteur englobés par les quatre membres français de l'EACB dont nous ne possédons pas les données.

Contestation de représentativité

Parmi les 22 membres de l'EACB, 6 sont des banques et non des organisations d'employeurs. Ces 6 membres ne participent pas à la conclusion de convention collective même si dans certains cas, des accords d'entreprise peuvent être conclus en leur sein. C'est le cas par exemple de *Rabobank* aux Pays-bas. À côté des banques, 7 organisations d'employeurs du sous-secteur ne participent pas à l'activité conventionnelle. En conclusion, sur les 22 membres de l'EACB, 13 ne jouent aucun rôle dans la

négociation de convention collective. Néanmoins, lorsqu'il existe des banques de nature coopérative, elles sont affiliées à l'EACB et non pas à une autre organisation.

Rabobank aux Pays-Bas et *Okobank* en Finlande sont affiliées à une organisation centrale nationale elle-même membre de l'UNICE.

3.4.3 Reconnaissance

Le sous-secteur des banques coopératives semble exclusivement couvert par l'EACB. Les organisations qui échappent à sa couverture ne ressortent pas du sous-secteur dont elle vise la représentation des intérêts. Elle est donc en situation de monopole relatif. Néanmoins, seule une minorité de ses membres participe à l'activité conventionnelle.

3.4.4 Présence Internationale

On constate deux affiliations à l'*Alliance internationale des coopératives –ACI*, soit l'UNACC en Espagne et FEDERCASSE en Italie.

3.5. Les employeurs : synthèse

Country	Employees in the sector	Organisation			National affiliation	International affiliation indirect
		Name	Employees	CB		
Austria	69.802	<i>VOBB</i>	17.505	Yes	No	FBE, IIB
		<i>ÖSV</i>	24.000	Yes	No	GECE, WSBI
		<i>ÖGV</i>	5.291	Yes	No	EACB, CIB
		<i>ÖRV</i>	22.149	Yes	No	EACB
Belgium	77.389	<i>ABB</i>	76.936	Yes	FEB	FBE, UNICE
		<i>BSRB</i>	NA	No	No	GECE
		<i>Crédit Professionnel</i>	NA	No	NA	EACB
Denmark	55.018	<i>FA</i>	39.102	Yes	No	FBE, CAS
		<i>Finansradet...</i>	Businesss Association	No	No	FBE
		<i>3 S Group</i>	NA	No	FA	GECE, FBE
		<i>Danske Andelkasser</i>	4.176	No	FA	EACB, FBE
Finland	28.500	<i>PT</i>	28.500	Yes	No	FBE, UNICE
		<i>FBA</i>	Business association	No	No	FBE
		<i>Suomen Säästöpankkiliitto</i>	1.531	No	PT	GECE, UNICE
		<i>Okobank</i>	8.695	No	PT	EACB, UNICE
France	411.251	<i>AFB</i>	190.000	Yes	MEDEF	FBE, UNICE, IIB
		<i>CNCE</i>	42.000	Yes	No	GECE, UNICE
		<i>FNCA</i>	71.055	Yes	No	EACB
		<i>GBP</i>	34.000	Yes	No	EACB, CIPB
		<i>CNCM</i>	NA	No	NA	EACB
		<i>CCC</i>	NA	No	NA	EACB
		<i>CP</i>	NA	NA	NA	EACB
Germany	785.190	<i>AB</i>	227.000	Yes	BDA	FBE, UNICE
		<i>BDB</i>	Business assoc	No	No	FBE
		<i>DSGV</i>	288.404	No	No	GECE, WSBI
		<i>BVR</i>	171.783	No	No	EACB
Greece	55.602	<i>HBA</i>	45.000	No	No	FBE, ICC
		<i>GPO</i>	1.312	No	HBA	GECE
		<i>ACBG</i>	194	No	HBA	EACB
Ireland	45.600	<i>IBF</i>	24.500	No	IBEC	FBE, ICC
		<i>TSB Bank</i>	1.100	No	No	GECE
		<i>ACC Bank</i>	1.150	No	NA	EACB
		<i>ILCU</i>	1.150	No	NA	EACB
Italy	360.000	<i>ABI</i>	300.000	Yes	No	FBE
		<i>ACRI</i>	75.015	No	ABI	GECE
		<i>FEDERCASSE</i>	22.000	Yes	Confcooperative	EACB, ACI
		<i>ANBP</i>	NA	No	ABI	EACB
Luxembourg	23.747	<i>ABBL</i>	18.207	Yes	No	FBE
		<i>BCFE</i>	1.786	No	No	GECE
		<i>Caisse Raiffeisen</i>	317	No	ABBL	EACB
Netherlands	120.000	<i>WGVB</i>	120.000	Yes	VNO-NCW	FBE, UNICE
		<i>NVB</i>	Business association	No	No	FBE
		<i>SNS Reaal</i>	3.700	No	WGVB, VNO-NCW	GECE, UNICE
		<i>Rabobank</i>	44.667	No	WGVB, VNO-NCW	EACB, UNICE
Portugal	62.668	<i>APB</i>	57.663	No	No	FBE
		<i>BPCE</i>	4.602	No	No	GECE
		<i>FENACAM</i>	3.300	No	No	EACB
		<i>AEB</i>	131.500	Yes	CEOE	FBE, IIB, FELABAN, UNICE
Spain	252.600	<i>CECA</i>	90.997	No	No	GECE
		<i>UNACC</i>	14.000	Yes	CEPES	EACB, WOCCU, ACI
Sweden	50.800	<i>BAO</i>	43.590	Yes	No	FBE
		<i>SBA</i>	Business assoc	No	No	FBE
		<i>Föreningssparbanken</i>	15.808	No	NA	GECE
		<i>Landshypotek</i>	NA	No	NA	EACB
United Kingdom	569.000	<i>BBA</i>	420.300	No	No	FBE
		<i>Lloyds Group</i>	82.580	No	NA	GECE
		<i>Cooperative Bank</i>	36.776	No	No	EACB

4. National summaries

4.1 Austria

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, banking sector refers to activities gathered under the NACE 65 classification – “Financial intermediation, except insurance and pension funding”.

Companies	Of which % <10 employees	Employees	% employees in companies <10 employees	Coverage
1.583	41.7%	69.802 (I)	4%	100%

Source: WKÖ (1997). / (I) Source: EACB, 2000.

Sectoral collective bargaining is differentiated only on the side of employers on basis of type of ownership. Collective agreements are concluded on behalf of commercial banks. Special collective agreements exist for co-operative banks, mortgage bank owned by the Länder and savings banks.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Verband der Österreichischen Landes-Hypothekenbanken –VOLH	Mortgage banks	NA	3.162	100%	Yes	No*	EMF
Österreichischer Genossenschaftsverband –ÖGV	Co-operative banks / Schulze-Delitzsch (Volksbanken)	70	5.291	100%	Yes	No*	EACB, CIB
Österreichischer Sparkassenverband –ÖSV	Savings banks	68	24.000	100%	Yes	No*	GECE, WSBI
Österreichischer Raiffeisenverband –ÖRV	Co-operative banks / Raiffeisen	828	22.149	100%	Yes	No*	EACB
Verband der österreichischer Banken und Bankiers –VOBB	Commercial banks	81	17.505	NA	Yes	No*	FBE, IIB
Fachverband der Banken und Bankiers –FBB**	Other Financial institutions	355	25.085	100%	Yes	WKÖ	<i>Eurochambres, UEAPME</i>

Notes:

-ÖGV and ÖRV domains are cross-sector and operate in banking but also in tourism, transport and manufacturing. However, figures in this report concern only banking sector.

-* In principle, on the employers' side, a special federal organisation belonging to the WKÖ is established for each category of bank. All these categories of bank have their voluntary business association. According to an agreement with the WKÖ, these voluntary business associations received the tasks of the federal organisations. This arrangement implies that almost all the agreements are negotiated and signed by the voluntary business associations. A sub-unit of WKÖ, the FBB signs one collective agreement, even if its corresponding voluntary association negotiates the terms of the agreement.

-** The VÖBB in accordance with an agreement with the WKÖ runs FBB. Activities of both organisations have been fused. Nevertheless, from a formal point of view, both associations sign collective agreements in order to cover parts of the FBB that are not by VÖBB.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Gewerkschaft der Privatangestellten –GPA	White collars /private sector	32.000	43%	Yes	ÖGB	UNI-Europa, <i>ETUC</i>

Notes

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.2 Belgium

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, the banking sector gathers all financial activities including commercial banking, saving banking and other financial activities except insurance and pensions funding.

Companies subject to VAT	Of which % without employees	Companies	Of which % <10 employees	Of which % >100 employees	Employees	% employees in companies <10 employees	% employees in companies <100 employees	Coverage
299	11.4%	4.395	73%	1.8%	77.389	15.4%	61.8%	100%

Collective bargaining takes place within 2 joint committees: one for public institutions of credit and another one for savings banks even if the activities of commercial and savings banks are very similar today.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Association belge des banques –ABB*	Commercial, savings banks and privatised savings public institutions	110	76.936 ⁺	98.7%	Yes	FEB	FBE, <i>UNICE</i>
Groupement belge des banques d'épargne –GBBE	Savings banks	15	NA	1.3%	Yes	FEB	** , <i>UNICE</i>

Notes:

-*Belgian Savings and Retail Banks –BSRB* is an affiliate member of the *Groupement Européen des Caisses d'Epargne -GECE*. This group is not an employers' organisation but a trade association that gathers several banks such as Fortis and Axa Bank. .

-*Crédit professionnel* is a company affiliated to EACB. Although this bank is mentioned in the member list of EACB, it is not included within the joint request to the Commission.

.* ABB represents almost the whole banks, including savings ones. However, ABB does not take part in the joint committee established for savings banks. Since the distinction between commercial and savings banks is nor relevant anymore, the representation of savings activities interests exists trough ABB.

.** According to our national expert, GBBE is not anymore affiliated to GECE since 1993.

⁺ Source : Joint request to establish a Sectoral Dialogue Committee in banking sector, March 1999.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Syndicat des employés, techniciens et cadres – SETCa	All	28.496	37%	Yes	FGTB	UNI-Europa, ETUC
Centrale nationales des employés –CNE	All	7.429	9.5%	Yes	CSC	UNI-Europa, ETUC
Landelijke Bediendencentrale-Verbond voor Kaderpersoneel –LBC	Nationaal All	9.392	12%	Yes	CSC	UNI-Europa, ETUC
Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique –CGSLB	All	NA	NA	Yes	No	CESI

Notes

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.3 Denmark

This sector refers to activities under NACE 65 classification (financial intermediation except insurance and pension funding). There are no companies without employees. The three biggest companies cover 57% of the salaried employees.

Companies	Employees	Coverage
217	55.018 ³⁵	Close 100%

The banking sector lies in the so called “normal-wage area” where collective bargaining is centralised. All the issues are agreed at central level between the only employers’ organisation in the financial sector, FA, and the banking trade union of the financial sector, FF. There are 2 agreements in force within the sector.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Finanssektorens Arbejdsgiverforening –FA	Banks and insurance	260 ³⁶	39.102	Yes	No	<i>FBE*, CAS</i>

Cross affiliations may arise when single companies are members on an individual basis of other European employers organisations while also affiliated to FA. This is the case for *Danske Andelkassers* (4.176 employees), and *3S GROUP (informal association)* gathering 11 companies), both members of the *European Savings Bank Group – ESBG*). However, according to the national expert in both cases companies have given their bargaining mandate only to FA. FA is affiliated to the Banking Committee for european social affairs of FBE established by FBE for European social issues. The Danish member of the organisation FBE is actually the *Finansradet – Danske Pengeinstitutters Forening*.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation - <i>indirect</i>
Finansforbundet –FF	White collars in banks	49.000	95%	Yes	FTF	<i>UNI-Europa, ETUC</i>
Dansk Funktionærforbund ServiceForbundet –DFSf	NA	43	NA	No	NA	<i>UNI-Europa</i>

Notes: Bold = data from the national expert. *Bold Italic* = data from the European organisation *Italic* = our estimates

³⁵ Source : FA 31/12/2000. Includes banks and saving banks

³⁶ Banques et assurances

4.4 Finland

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, banking sector refers to activities gathered under the NACE classification 65: central banking as well as other monetary and financial intermediations except insurance and pensions funding.

Companies	Of which % without employees	% companies <10 employees	%companies >100 employees	Employees	Employees (% full employment)	Employment in companies <10 employees	Employment in companies >100 employees	Coverage
370	0	10%	10%	28.500	95%	1.000	25.000	98%

There is only one collective agreement negotiated between the employees' union SUORA and the employers' organisation Pankkialan Työntajaliitto, and one company agreement (Leonia bank) in force within the sector.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation - <i>indirect</i>
Pankkialan Työntajaliitto	All	363	28.500	97%	Yes	No	<i>FBE*, UNICE</i>
Suomen Säästöpankkiliitto	Savings banks	40	<i>1.531</i>	NA	No	PT	<i>GECE, UNICE</i>

Notes:

-**OKOBANK Group central co-operative** is a company that belongs to EACB but does not take part in the bargaining process.

-* **Pankkialan Työntajaliitto** is affiliated to the Banking Committee for european social affairs established by FBE for european social issues. The member of the organisation FBE is the **Finnish Bankers' Association**.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation - <i>indirect</i>
Rahoitus-ja Erityisalojen ammattiliitto –SUORA	White collars	25.000	88%	Yes	STTK	UNI-Europa, <i>ETUC</i>

Notes: Bold = data from the national expert. ***Bold Italic*** = data from the European organisation ***Italic*** = our estimates

4.5 France

Contextual data

One collective agreement and a company agreement cover respectively 82.9% of employees and 4.5% of employees in companies with less than 10 employees. 75.5% of employees are covered in companies with more than 10 employees.

	Companies +	Employees ++
Banks (AFB)	404	224.000
Co-operative banks	124	123.185
Savings banks	34	36.336
Financial institution	649	21.800
Specialised financial institution	26	6.200
TOTAL	1.237*	411.521**

Source: + FBE ++ Comité des établissements de crédits –AFB (1998).

* This figure includes 404 banking companies; 124 companies in the co-operative banks sub-sector; 34 firms in the savings banks sub-sector; 675 companies in the financial intermediation sub-sector.

** This figure includes 224.000 employees in the banking sector, 123.185 employees in the co-operative banks sub-sector; 36.336 employees in the savings banks sub-sector and 22.600 employees in the sub-sector of financial institutions.

A new collective agreement defines banking sector and is available for companies with banking status including savings banks. Cleansing employees are excluded except if no other collective agreement covers them.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density***	CB	National affiliation	International affiliation - <i>indirect</i>
Association française des banques –AFB	Banks	403	190.000	85%	Yes	MEDEF	FBE, IIB, <i>UNICE</i>
Groupe des banques populaires –GBP	Banks	82	34.000	15%	Yes	No	EACB, CIBP
Fédération nationale du crédit agricole –FNACA	Co-operative banks	53	71.055	17%	Yes	No	EACB
Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance –CENCEP	Savings banks	34	42.000	10%	Yes	No	GECE, IMCE
Association française des sociétés financières –ACF	Finance	535	22.700	5.5%	Yes	MEDEF	<i>UNICE</i>

Notes: - *Confédération nationale du crédit mutuel* and *Caisse centrale de crédit coopératif* et *Chèques Postaux* are affiliated members of EACB.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density***	CB	National affiliation	International affiliation - <i>indirect</i>
Fédération française des syndicats CFDT banques et sociétés financières	White collars and managerial staff	20.000	5%	Yes	CFDT	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Confédération française des travailleurs chrétiens –CFTC	All	5.200	1.3%	Yes	CFTC	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Fédération des employés et cadres –FEC –FO	All	8.500	2%	Yes	FO	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Fédération nationale CGT des personnels des secteurs financiers –CGT	All	6.300	1.5%	Yes	CGT	<i>ETUC</i>
Fédération Nationale des Syndicats des Etablissements de Crédit	All	29.000	7.1%	Yes	CGC	<i>CEC</i>
Union confédérale des ingénieurs et cadres –UCC	White collars – managerial staff	1.200	NA	No	CFDT	UNI-Europa, <i>ETUC</i> , Eurocadres, <i>CISL</i>

Notes: *** Density rate is the ratio between the total number of employees of the sector and the number of affiliated or employees covered.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.6 Germany

Contextual data

Banking sector concerns category 65 of NACE classification. There are three sub-sectors: commercial banks, co-operative banks and savings banks. In commercial banking, 4 major banks account for 50% of the employees in the sub-sector. Co-operative and savings banks are decentralised. Local savings banks are public institutes owned by the municipalities and operate within the borders of the communities.

Companies	Employees	Coverage
3.168	785.190	Very high

There are national sector collective agreements and company agreements in force within the sector. There is no regional agreement. Collective agreements cover both commercial and co-operative banks. A part of savings banks is also covered by those agreements. They are concluded by *Deutsche Angestellten Gewerkschaft –DAG* and *Gewerkschaft Handel Bankenund Versicherungen –HBV* on the union side and by the *Arbeitgeberverband der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken*, the *Arbeitgeberverband des privaten Bankgewerbes* and the *Tarifgemeinschaft öffentlicher Banken* on the employers' side. The *Bundesangestellten- Tarifvertrag*, a public sector collective agreement, applies to most local savings banks and is signed by *Öffentliche Dienste Transportund Verkerher –ÖTV*, by *DBB Tarifunion* on the employees' side and by the *Verband der Kommunalen Arbeitgeberverband –VKA* on the employers' side. Bargaining is therefore not restricted to banking sector only, but for the public sector as a whole.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	CB	National affiliation	International indirect affiliation
Arbeitgeberverband des privaten Bankgewerbes –AB	Private commercial banks	144	227.000	Yes	BDA	FBE*, UNICE
Arbeitgeberverband der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken –AVR	Co-operative banks	1951*	172.334	Yes	BVR+	EACB
Vereinigung der Kommunalen arbeitgeberverbände –VKA	Local public savings banks	NA	NA	Yes	GÖW	CEEP
Deutscher Sparkassen- und Giroverband –DSGV	Business organisation / savings banks	326	288.404	No	No	GECE

Notes:

-*Deutscher Sparkassen und Giroverband –DSGV*, is an affiliated member of *Groupement Européen des Caisses d'Epargne –GECE*. DSGV is a business association that plays any role in German industrial relations.

+ BVR – *Bundesverband der Deutschen Volksbanke und Raiffeisenbanken* is a general business organisation that delegates responsibilities to ADVR about social aspects. BVR is a direct member of EACB.

* *Arbeitgeberverband des privaten Bankgewerbes –AB* is directly affiliated to the Banking Committee for european social affairs. The direct affiliated member of FBE is the *Bundesverband deutscher Banken –BDB*.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Deutsche Angestellten Gewerkschaft –DAG	Commercial and savings banks	<i>48.470</i>	20%	Yes	No++	UNI-Europa, ETUC
Gewerkschaft Handel Banken und Versecherungen –HBV	Commercial and co-operative banks	<i>40.776</i>	15%	Yes	DGB	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Gewerkschaft öffentliche Dienste Transport und Verkher – ÖTV	Commercial and savings banks	NA	NA	Yes	DGB	<i>ETUC</i>
Deutscher Bankangestellten- Verband –DBV	White collars	NA	NA	Yes	NA	NA
Deutscher Handels- und Industrieangestellten- Verband –DHV	White collars	NA	NA	Yes	CGB	<i>ETUC</i>
DBB Tarifunion	Public sector /white collars	NA	NA	Yes	Non	CESI

Notes

++ DAG is about to join a new service union *Ver.di* with another union *HBV*. In that case, it will fall under the jurisdiction of DGB.

Density rate is the number of members divided by the potential members in respective industry.

Bold = data from the national expert

Bold italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.7 Greece

Contextual data

Companies	Employees	Coverage
42	65.494 ³⁷	70%

There is one collective agreement in force within the sector and several company agreements. Collective bargaining takes place every two years between 3 representatives of the *Hellenic Banks Association –HBA* authorised to represent the employers side and the *Greek Federation of Bank Employee Unions –OTOE*.

A problem in the sector is the difficulty to organise collectively and represent employees working in some foreign-owned banks and in the newly emerging small private banks sector. As a consequence, a number of bank employees are not represented by any workers' organisation at company level. Nevertheless, the sectoral collective agreement is obligatory for all bank employees of the sector even if a union represents them or not.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Hellenic Banks Association –HBA	Business association	20	45.000	68,71%	No*	No	FBE, ICC
The Association of Co-operative Banks of Greece – ACBG	Co-operative banks	25	194	<1%	No	HBA	EACB
The Greek Post Office Savings Banks –GPOSB	Savings banks	25	1.312	2%	No	HBA	GECE

Notes:

* Since HBA is a professional association and not an employers' organisation, it does not take part formally in collective bargaining. Nevertheless, it plays an important intermediary role between banks management and union officials.

³⁷ Of which 51.481 in the Greek-owned banks and 4.121 in the 20 foreign-owned banks operating in Greece.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Greek Federation of Banking Unions –OTOE	State-owned and private banks employees	54.924	83,86%	Yes	GSEE	UNI-Europa, Eurocadres, <i>ETUC</i>

Notes:

OTOE would like to see HBA formally acquiring the role of social partner and engaging directly in the negotiations.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.8 Ireland

Contextual data

The size of the companies' range from very large, in the case of the main banks, to very small, in the case of credit unions. The 5 primary clearing banks account for 83% of employment in the licensed banks section of the industry³⁸.

Companies	Employees
56*	45.600**

* This figure includes 50 holders of banking licences, 2 state banks, 1 savings bank, 3 building societies. The 534 credit unions are not included in this figure.

** This figure includes employees of: banking, central bank, building societies and credit unions.

Collective bargaining takes place with regard to the implementation of the national agreements at company level in the banking sector, between trade union and management representatives.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – indirect
Irish Business Employers' Confederation –IBEC	All	NA	33.245	73%	No***	No	UNICE
Irish Bankers' Federation	Commercial banks	61	24.500	NA	No	IBEC	FBE, UNICE

Notes:

*** IBEC does not take part in collective bargaining at company level. Many companies of the sector are members of IBEC

- ACC Bank and Irish League of Credit Unions are affiliated to the European employers' organisation *European Association of Cooperative Banks-EACB*; TSB Bank is affiliated to the *Groupement Européen des Caisses d'Épargne –GECE*.

³⁸ Source : Banking Ireland, Autumn 2000.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees covered	Members	Density*	CA**	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Irish Banking Officials Association – IBOA	All	12.000	40%	Yes	ICTU	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Manufacturing Science Finance – MSF	White collars/ building and states companies	2.000	40%	Yes	ICTU	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Services Industrial Professional Technical Union – SIPTU	All	2.208	40%	Yes	ICTU	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Mandate	Only TSB Bank	700	40%	Yes	ICTU	UNI-Europa, <i>ETUC</i>

Notes

Amalgamated Transport and General Workers' Union represented a large number of employees till they switched their union membership to SIPTU.

* Estimate density rate for the sector.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

** CA is our acronym for "Company agreement".

4.9 Italy

Contextual data

Collective bargaining boundaries in the sector correspond to activities included in the NACE classification 65. The sector is characterised by large-scale firms, where 30% of the companies employ more than 90% of the entire workforce.

Companies	% Companies < 10 employees	% companies >100 employees	Employees ³⁹	Employment in companies < 10 employees	% Employment in companies >100 employees
1.418	11%	29%	360.000	0.2	94.5

The last collective agreement was signed in June 1999 by the employers' organisation ABI and 6 trade unions of the sector. For the co-operative sub-sector, the last national agreement has been signed in December 2001.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Sub-sector	Companies	Employees	Density	CB	National Affiliation	International affiliations – <i>indirect</i>
Associazione Bancaria Italiana –ABI	Banking groups, financial brokers, foreign banks offices	970*	300.000	74.9%	Yes	No	FBE
Federazione Italiana delle Banche di Credito Cooperativo –Casse Rurali ed Artigiane – FEDERCASSE	Co-operative banks	498	22.000	100%	Yes	Confcooperative	EACB, ACI

Notes:

* This figure represents 729 banks authorised to gather savings and exercise credit business and other financial activities as well as 241 other financial intermediaries.

Associazione fra le Casse di Risparmio Italiane –ACRI and *Associazione Nazionale fra le Banche Popolari –ANBP* are respectively affiliated to european organisations *GECE* and *EACB*. They do not account for any industrial relations' activities and are furthermore represented by ABI.

³⁹ According to the Joint request for the creation of the social dialogue committee, there are 402.674 employees in the whole sector.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	CB	National affiliation	International affiliations – <i>indirect</i>
Federazione Italiana Sindacale Lavoratori Assicurazione e Credito –FISAC	All (general trade union)	47.110 (l)	Yes	CGIL	UNI-Europa, ETUC
Federazione Italiana Bancari e Assicurativi –FIBA	All (general trade union)	52.972 (l)	Yes	CISL	UNI-Europa, ETUC
Unione Italiana Lavoratori Credito Esattorie e Assicurazioni –UILCA	All (general trade union)	23.731 (l)	Yes	UIL	UNI-Europa, ETUC
Federazione Autonoma Bancari Italiani – FABI	All (specific trade union)	53.341 (l)	Yes	No	UNI-Europa
Federazione Autonoma Lavoratori Casse di Risparmio Italiane –FALCRI	All	18.331 (l)	Yes	No	UNI-Europa
Federazione Nazionale Personale Dirigenti Aziende di Credito e Finanziarie –Federdirigenticredito	Managers and professionals employees	32.000	Yes	CIDA	CEC
Sindacato Funzionari Bancari –SINFUB	Managers and professionals employees	5.000	Yes	No	No

Notes:

(l) These figures come from European employers' organisation FBE.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.10 Luxembourg

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, the sector refers to activities gathered under NACEs 65 including other financial activities.

	Companies	% Companies < 10 employees	% companies >100 employees	Employees
Banks	213 ⁺	18%	25%	20.947 ⁺⁺
Other financial activities ⁺⁺⁺	60	NA	NA	2.800

ALEBA took part in collective bargaining and concluded an agreement in 1999 with the employers' organisation ABBL. The agreement was at first refused because of a lack of representativeness of the ALEBA at national level. However, on June 28th 2001, the Luxembourg Administrative Tribunal granted the union "nationally representative" status, allowing it to conclude collective agreements. The only trade unions considered representative at national level are OGB-L and LCGB even if they have few affiliates in the sector. These two trade unions did not negotiate the agreement in the sector.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Sub-sector	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Association des Banques et Banquiers Luxembourg –ABBL	Commercial Banks	159	18.207	75%	Yes	No	FBE

Notes:

-The *Caisse Centrale Raiffeisen* is a member of the European employer's organisation *European Association of Co-operative Banks- EACB*.

-The *Banque et Caisse d'épargne de l'État –BCEE* is an affiliate member of the employer's organisation *European Savings Bank Group - ESBG*

⁺ source : expert, January 2000.

⁺⁺ Source : September 1999.

⁺⁺⁺ Source : March 2000.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Association Luxembourgeoise des Employés de Banques et d'Assurance –ALEBA	White collars	10.271	80-90% ⁴⁰	Yes**	ALEBA-UEP	UNI-Europa, UNI
Onafhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg -OGB-L / Banques et assurances	NA	1.334	NA	Yes**	CGT-L	UNI-Europa, ETUC, CISL
Lëtzebuerger Chrëstleche Gewerkschaftsbond –LCGB	NA	NA	NA	Yes**	No	UNI-Europa, ETUC
Fédération des Employés Privés/Fédération Indépendante des Travailleurs et Cadres –FEP –FIT et Cadres	White collars	620	NA	No	No	UNI-Europa

Notes

** OGB-L and LCGB partake in collective bargaining but didn't sign the 1999' agreement.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

⁴⁰ Source : ALEBA.

4.11 Netherlands

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, the sector includes all financial activities except insurance companies, pension funds and central banks or NACE 65.

Companies	Employees
100	120.000

Decentralisation is one of the main trends in collective bargaining. Deregulation led to a scale enlargement of the financial sector. Concentration of banking and insurance services among the larger companies was one of the results. One of the biggest companies, ING, was the first to offer integrated financial services and to be confronted to the problem of applying 2 different collective agreements within the same company (one for insurance and one for bank). In consequence, the five major companies, employing 90% of all banking staff in the Netherlands, have recently left the sectoral collective wage agreement and now conclude company agreements instead. The 50 smaller banks remain under the sectoral collective agreement concluded by the employers' organisation and trade unions. This agreement covers only 10% of all employees in the sector. Even if the 5 biggest companies do not conclude sectoral collective agreement, they are still members of the management organisation engaged in the negotiations.

Employers organisations negotiating collective agreement

Employers	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation - <i>indirect</i>
Werkgeversvereniging voor het Bankbedrijf- WGVB	55	120.000	>90%	Yes	VNO-NCW	FBE*, UNICE

Notes:

* WGVB is an indirect member of FBE. The reason is that FBE affiliates social as well as commercial interests in the sector but only allows for one member from each member state. In the Netherlands, the commercial association, *Nederlandse Vereniging van Banken –NVB* is already a member of the FBE. Nevertheless, WGVB is a direct member of the Banking Committee for european social affairs established by FBE for european social issues.

-*SNS Reaal*, one of the biggest company, is a member of the European Organisation *GECE*.

-*Rabobank* is a member of the employers' organisation *European Association of Co-operative Banks*.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation - <i>Indirect</i>
FNV Bondgenoten	>10.000	25%	Yes	FNV	UNI-Europa, CES
CNV Dienstenbond	3.200	25%	Yes	CNV	UNI-Europa, CES
De Unie	10.000	25%	Yes	UOV, MHP	UNI-Europa, CES

Notes

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.12 Portugal

Contextual data

Companies	Of which % without employees	Employees	Coverage
62+	0	62.668++	+ - 100% ⁴¹

Source: + Rapport annuel 1999, Banque du Portugal - ++ Bulletin informatif de l'APB 2000.

The present situation is characterized by a multi employer sectoral collective agreement set up in 1990 and revised every two years. Although this may change soon, the main employers organisation – APB does not formally enter these negotiations, since it is directly concluded between the main employers. Due to the high degree of affiliations to APB however the agreement is extended through a decree, thus covering all workers in the sector.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International indirect affiliation
Associação Portuguesa de Bancos –APB	Commercial banks	44	57.633	98%	No	No*	FBE
Associação Portuguesa de Bancos de Poupança e Caixas Económicas –BPCE**	Savings banks	4	4.602	NA	No	No	GECE
Federação Nacional das Caixas Agrícola Mutuo –FENACAM	Co-operative banks	158	3.300	NA	No	No	EACB

Notes:

* APB is not affiliated to any national organisation although this employer's organisation is closely linked to CIP and CCP.

** BPCE is not a employers' organisation but rather an association that gathers CGD, CEMG, CPP.

- *Montepio Geral Associação Mutualista -MG* is a company with 2.500 employees affiliated to the employers' organisation APB. It is also a direct member of the European employers' organisation GECE.

⁴¹ Source : Almeida, PP, *Diagnóstico à Situação Contratual e Expectativas dos Bancários Portugueses /1999*, ISCTE-CIES, 1999, p.viii.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>Indirect</i>
Sindicato dos Bancários do Sul e Ilhas –SBSI	All	35.000	NA	Yes	UGT	UNI-Europa
Sindicato dos Bancários do Norte –SBN	All	19.867	NA	Yes	UGT	UNI-Europa, Eurocadres, <i>ETUC, CISL</i>
Sindicato dos Bancários do Centro –SBC	Senior management employees	6.261	10%***	Yes	UGT	UNI-Europa, <i>ETUC, CISL</i>
Sindicato Nacional dos Quadros e Técnicos Bancários –SNQTB	Management employees	7.600	58% ⁴²	Yes	Forum dos sindicatos Independentes	CEC

Notes:

*** 10% of total employees of the sector are affiliated to SBC.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

⁴² 58% from the total of this professional category employees in this activity.

4.13 Spain

Contextual data

Collective bargaining boundaries include banks, savings banks and other loan institutions gathered in the code NACE 65.

Companies	Of which without employees	%	% companies <10 employees	% companies >100 employees	Employees	Employment in companies <10 employees	Employment in companies >100 employees	Coverage
1.435	26.2%	43.2%	12.1%		252.600	+ - 1%	+ - 95%	95%

Collective agreements of state scope are prevailing in the sector. They affect companies and employees in the whole country. The 2 most important collective agreements are the private banking collective agreement and the savings banks collective agreement. There are also 2 other agreements for loan financial institutions and one for loan co-operative societies. Some few companies have their own agreements (rural savings banks and the central bank "Banco de España").

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies covered	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International affiliation - indirect
Asociación Española de la Banca –AEB	Private banking	127	131.500	100% ⁺	Yes	CEOE	FBE, IIB, FELABAN, UNICE
Asociación de Ahorro para Relaciones Laborales – ACARL	Saving banks	47	92.600	95% ⁺⁺	Yes	CEOE	UNICE
Asociación Nacional de Establecimientos Financieros de Crédito –ASNEF	Financial loans	55	NA	NA	Yes	CEOE	EUROFINAS, FIBAFIN, UNICE
Asociación Española de Factoring –AEF	Factoring	19	NA	NA	Yes	CEOE	EUROFACTORING, UNICE
Asociación Española de Leasing –AEL	Leasing	134	1.800	95% ⁺⁺⁺	Yes	CEOE	LEASEUROPE, UNICE
Unión Nacional de Cooperativas de Crédito –UNACC	Co-operative banks	90	14.000	6%	Yes	CEPES	EACB, ACI, WOCCU
Confederación Española de Cajas de Ahorros –CECA	Business association of ACARL	95	90.997	NA	No	No	GECE

Notes:

⁺ 100 in the sub-sector. 52% of the sector.

⁺⁺ 95% in the sub-sector, 37% in the whole sector.

⁺⁺⁺ 95% in the sub-sector, 1% in the sector.

-*Banco Cooperativo Español* is a company member of the *European Association of Cooperative Banks- EACB*. This bank belongs to UNACC, another member of EACB.

-*Confederación Española de Cajas de Ahorros -CECA* is the only organisation mentioned in the member list of GECE (source: list of GECE members'). However, CECA is a business organisation that plays any role in the negotiations. *ACARL* is the organisation that takes part in industrial relations in the sub-sector of savings banks.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Federación de Servicios Financieros y Administrativos de CCOO – COMFIA	All	45.800	18%	Yes	CCOO	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Federación de Servicios de UGT –FES	All	12.700	NA	Yes	UGT	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Confederación de Sindicatos Independientes de Cajas de Ahorro –CSICA	Saving bank	NA	NA	Yes	No	No
Federación Independiente de Trabajadores del Crédito –FITC	All	5.400	2.1%	Yes	No	No
FAMIBAC	Managerial staff	5.800	NA	Yes	CC	CEC
FCCA	Saving bank/Managerial staff	2.200	NA	Yes	CC	CEC
Federación de Empleados, Técnicos y Alimentación de ELA –FETA-ELA	Basque country	538	NA	No	ELA-STV	UNI-Europa

Notes

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.14 Sweden

Contextual data

From a collective bargaining viewpoint, the banking sector refers to NACE 65 – Financial activities except insurance and pension funding.

Companies	Of which % without employees	% companies <10 employees	% companies >100 employees	Employees	Employees (% full employment)	% employment in companies <10 employees	% employment in companies >100 employees	Coverage
2.117	60%	91%	2%	50.800	1.3%	3.4%	86.6%	>90%

Collective bargaining takes place both at sectoral level, where 4 collective agreements are negotiated and at company level. There are 2 collective agreements covering blue collars working in cleaning companies and in restaurants. The 2 collective agreements for white collars cover on the one hand middle management employees and on the other hand senior management employees.

Employers organisations negotiating collective agreements

Employers	Type of companies	Companies	Employees	Density	CB	National affiliation	International indirect affiliation	–
Bankinstitutens Arbetsgivareorganisation –BAO	All	147	43.590	85%	Yes	No	FBE*	
Föreningssparbanken AB	Savings banks	90	15.808	NA	No	NA	GECE	
Landshypotek AB	Cooperative banks	10	NA	NA	No	NA	EACB	

Notes:

* FBE members' is not BAO but the *Swedish Bankers' Association*. BAO is only affiliated to the Banking Committee for european social affairs established by FBE for european social issues.

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	Density	CB	National affiliation	International affiliation – <i>indirect</i>
Fastighetsanställdas Förbund –F	Blue collars /Cleaning	160	80%**	Yes	LO	UNI-Europa, <i>ETUC, CISL</i>
Hotell och Restauranganställdas Förbund – HRF	Blue collars/Restaurant	100	85%**	Yes	LO	<i>ETUC, CISL</i>
Finansförbundet	White collars	38.000	80%	Yes	TCO	UNI-Europa, <i>ETUC, CISL</i>
JUSEK	White collars /economists, lawyer	1.100	80-90%	Yes	SACO	UNI-Europa, <i>ETUC, CISL, Eurocadres</i>
Sveriges Civilingenjörsförbund –CF	White collars	200	80-90%	Yes	SACO	<i>ETUC, CISL, Eurocadres</i>
Civilekonomerna	White collars /economists, managers	900	80-90%	Yes	SACO	<i>CES, CISL, Eurocadres</i>
Statsjänstemmanaförbundet –STMF	White collars, public sector	1.700	80%	Yes	TCO	UNI-Europa, <i>ETUC, CISL</i>

Notes:

** Global density at sectoral level.

Bold = data from the national expert.

Bold Italic = data from the European organisation

Italic = our estimates

4.15 United Kingdom

Contextual data

From collective bargaining viewpoint, the banking sector covers activities gathered under the NACE 65 classification (central banking, financial leasing, credit granting and other financial intermediation).

Companies	Salaried Employees	Self-employed	Workers covered by collective agreements
NA	569.000	28.000*	41%*

* For the entire sector of financial intermediation, insurance included.

There is no industry-wide collective bargaining since the 1980s. Agreements are concluded at company level within the major banks and building societies. There are no sector level industrial relations structures.

Employers organisations negotiating collective agreements

There are no employers' organisations in the sector. All negotiations take place at domestic level, within the banks or the building societies. The Building Societies' Association acts as a forum where societies discuss common problem but without playing any negotiating role.

Notes:

- The *Lloyds TSB Group* is a company that belongs to the European employers' organisation *ESBG –European Savings Bank association*⁴³.
- The *British Bankers' Association* is a member of the *Banking Federation of the EU –FBE*.
- The *European Association of Co-operative Banks* mentions the *British Co-operative Banks* as one of its members.

⁴³ Source interview with *Lloyds TSB Group press officer, 24th August 2001*

Labour organisations negotiating collective agreements

Employees	Type of employees	Members	CB**	National affiliation	International affiliation – <i>Indirect</i>
Manufacturing Science and Finance –MSF	Skilled and professional people	NA	Yes	TUC	UNI-Europa ⁴⁴ , <i>ETUC</i>
UNIFI ⁴⁵	All	179.544 ^{***}	Yes	TUC	UNI-Europa, <i>ETUC</i>
Independent Union of Halifax Staff –IUHS *	Employees in Halifax bank	NA	Yes	TUC	<i>CES</i>
Abbey National Staff Union –ANSU *	Employees in Abbey National	NA	Yes	TUC	<i>CES</i>
Bradford and Bingley Staff Union –BBSU *	Employees in Bradford and Bingley	NA	Yes	TUC	<i>CES</i>
Britannia Staff Union –BSU *	Employees in Britannia Building Society	NA	Yes	TUC	<i>CES</i>
Public and Commercial Services Union –PCSU	All	1.000	No	TUC	UNI-Europa, <i>ETUC</i>

Notes:

* All four of these organisations are TUC affiliates and are fully fledged independent trade unions which do not fall within the category of staff associations.

** Collective bargaining only takes place at company level in some banks. Nevertheless, MSF and UNIFI are the two main trade unions involved in negotiations through their participation in company-level negotiations. Beside MSF and UNIFI, there are a large number of company specific staff associations which may gather an important amount of workers⁴⁶. In all major banks, i.e. *HSBC, Royal Bank Group, Lloyd/TSB, Barclays, Bank of Scotland, Co-operative Bank, National Australia Group*, UNIFI has recognition and has full collective bargaining rights.

*** This figure includes insurance sector.

Bold = data from the national expert. *Bold Italic* = data from the European organisation *Italic* = our estimates

⁴⁴ This affiliation is only mentioned by our national expert.

⁴⁵ The Banking, Insurance and Finance Union –BIFU, the Barclays Staff Union –BSU, and Natwest Staff Association merged in may 1999 to form UNIFI. By the time of the merger, the BSU had changed its name to Unifi, re-badged as UNIFI, was adopted as the name of the new union. Two other unions have since joined UNIFI: Union of Royal and Sun Alliance Staff- URAS and the Axa Sun Life Staff Association –AXIS.

⁴⁶ The following staff associations have been recognized. as trade union according to the Trade Union and Labour Relations Act (1992) : Alliance and Leicester Group Union of Staff –ANS, Britannic Field Staff Association, CGU Staff Association, Cheshire Building Society Staff Association, Derbyshire Building Society Staff Association, Hambro Staff Association, Irish Bank Officials Association, Lloyds TSB Group Union, Nationwide Group Staff Union, Portman Staff Association, Skipton Staff Association, Staff Association of Bank of Baroda (UK Region), Staffordshire Building Society Staff Association, Woolwich Independent Staff Association, Yorkshire Independent Staff Association, Scottish Equitable Staff Association (now known as AEGIS, The Aegon UK Staff Association), Staff Union West Bromwich Building.

5. Annexes

5.1 Acronymes mentionnés dans ce rapport

Acronym	Country	Organisation
BDA	GE	Bundesvereinigung Deutscher Arbeitgeberverbände
CEPES	SP	Confederación Empresarial Española de la Economía Social
WOCCU	INT	Organización Mundial de Cooperativas de Credito y Ahorro
ACI	INT	Alliance internationale des coopératives
CAS	EU	Comité des affaires sociales
CCOO	SP	Comisiones Obreras
CEC	EU	Confédération européenne des cadres
CEEP	EU	Centre Européen des Entreprises à Participation Publique et des Entreprises d'intérêt économique Général
CEOE	SP	Confederacion Española de Organizaciones de Empresariales
CESI	EU	Confédération européenne des syndicats indépendants
CFDT	FR	Confédération française démocratique du travail
CGIL	IT	Confederazione Generale Italiana del Lavoro
CGT	FR	Confédération générale du travail
CGT-L	LUX	Confédération générale du travail luxembourgeois
CGTP	PORT	Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses
CIB	INT	Confédération internationale des banques
CIDA	IT	Confederazione Italiana Dirigenti d'Azienda
CIPB	INT	Confédération internationale des banques populaires
CISL	INT	Confédération Internationale des Syndicats Libres
CNV	NL	Christelijk Nationaal Vakverbond
Confindustria	IT	Confederazione Generale dell'Industria Italiana
CSC	BE	Confédération des syndicats chrétiens de Belgique
DA	DK	Dansk Arbejdsgiverforening
DGB	GE	Deutscher Gewerkschaftsbund
DI	DK	Dansk Industri
EBF	EU	European Banking Federation
EMF	EU	European Mortgage Federation
Eurochambres	EU	Association des chambres européennes de commerce et d'industrie
FELABAN	INT	Federacion Latinoamericana de Bancos
FGTB	BE	Fédération générale du travail de Belgique
FIOST	INT	Fédération Internationale
FNSEC	FR	Fédération Nationale des Syndicats des Etablissements de crédit
FNV	NL	Federatie Nderlandse Vakbeweging
FTF	DK	Funktionærernes og Tjenestemøndernes Foellesrad
GÖW	AU	Gesellschaft für Öffentliche Wirtschaft
IBEC	IE	Irish Business and Employers Confederation
ICC	INT	International Chamber of Commerce
ICTU	IE	Irish Congress of Trade Unions
IIB	INT	Institute of International Bankers
IMCE	INT	Institut monétaire des caisses d'épargne
LCGB	LUX	Confédération des syndicats chrétiens du Luxembourg
LO	DK	Landsorganisationen i Danmark
LO-S	SW	Landsorganisation en i Sverige
MEDEF	FR	Mouvement des entreprises de France
SACO	SW	Sveriges Akademikers Centralorganisation
SAF	SW	Svenska Arbetsgivareföreningen
SAK	FIN	Sumoen Ammatiliiittojen Keskujarjetso
STTK	FIN	Toimihenkilökeskusjarjetso
TCO	SW	Tjänstemännens Centralorganisation
TT	FIN	Teollisuuden ja Työntantajain
TUC	UK	Trade Union Confederation
UEAPME	EU	Union européenne de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises
UGL	IT	Unione Generale del Lavoro
UGT	SP	Union General de Trabajadores
UGT	PORT	União Geral de Trabalhadores
UIL	IT	Unione Italiana Lavoratori
UNICE	EU	Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe
WSBI	INT	World Savings Banks Institute

5.2 Les organisations d'employeurs négociant des conventions collectives

Pays	Employeurs	Entreprises	Salariés	Densité	NC	Affiliation nationale	Affiliations indirectes	internationales
Allemagne	AB	144	227.000	NA	Oui	BDA	<i>FBE, UNICE</i>	
	ADVR	1.900	161.500	NA	Oui	BVR	<i>EACB</i>	
	VKA	NA	NA	NA	Oui	GÖW	<i>CEEP</i>	
Autriche	VÖLH	NA	3.162	100%	Oui	Non	EMF	
	ÖGV	82	7.788	100%	Oui	Non	EACB, CIB	
	ÖSV	68	24.000	100%	Oui	Non	GECE, CIB	
	ÖRV	828	22.149	100%	Oui	Non	EACB	
	VÖBB	81	17.505	NA	Oui	Non	FBE, IIB	
	FBB	355	25.085	100%	Oui	WKÖ	<i>Eurochambres, UEAPME</i>	
Belgique	ABB	110	76.936	98.7%	Oui	FEB	FBE, UNICE	
	GBBE	15	NA	1.3%	Oui	FEB	UNICE	
Danemark	FA	260 ⁴⁷	39.102	NA	Oui	Non	FBE, CAS	
Espagne	AEB	127	131.500	100%	Oui	CEOE	FBE, IIB, FELABAN, UNICE	
	ACARL	47	92.600	95%	Oui	CEOE	UNICE	
	ASNEF	55	NA	NA	Oui	CEOE	EUROFINAS, FIBAFIN, UNICE	
	AEF	19	NA	NA	Oui	CEOE	EUROFACTORING, UNICE	
	AEL	134	1.800	95%	Oui	CEOE	LEASEUROP, UNICE	
	UNACC	90	14.000	6%	Oui	CEPES	EACB, ACI, WOCCU	
Finlande	Pankkialan Työntajaliitto	363	28.500	97%	Oui	Non	FBE, UNICE	
France	AFB	403	190.000	85%	Oui	MEDEF	FBE, IIB, UNICE	
	GBP	82	34.000	15%	Oui	Non	EACB, CIBP	
	FNACA	53	71.055	17%	Oui	Non	EACB	
	CENCEP	34	42.000	10%	Oui	Non	GECE, WSBI	
	ACF	535	22.700	5.5%	Oui	MEDEF	UNICE	
Grèce	Pas d'organisation négociant des conventions collectives. La négociation des conventions collectives se fait par un Comité ad hoc de négociateurs des banques.							
Irlande	Il n'existe pas d'organisation d'employeurs propre au secteur qui négocie des conventions collectives.							
Italie	ABI	970	300.000	74.9%	Oui	Non	FBE	
	FEDERCASSE	498	22.000	100%	Oui	Confcooperative	EACB, ACI	
Luxembourg	ABBL	159	18.207	75%	Oui	Non	FBE	
Pays-Bas	WGVB	55	120.000	>90%	Oui	VNO-NCW	FBE, UNICE	
Portugal	Il n'existe pas d'organisation d'employeurs pour le secteur qui négocie des conventions collectives.							
Royaume-Uni	Il n'existe pas d'organisation d'employeurs pour le secteur qui négocie des conventions collectives.							
Suède	BAO	147	43.590	85%	Oui	Non	FBE	

⁴⁷ Banques et assurances

5.3 Les organisations de salariés négociant des conventions collectives.

Pays	Dénomination	Affiliés	Densité	NC	Affiliation nationale	Affiliations internationales - indirectes
Allemagne	DAG	48.470	20%	Oui	Non	UNI-Europa, CES
	HBV	40.776	15%	Oui	DGB	UNI-Europa, CES
	ÖTV	NA	NA	Oui	DGB	CES
	DBV	NA	NA	Oui	NA	NA
	DHV	NA	NA	Oui	CGB	CES
	DBB Tarifunion	NA	NA	Oui	Non	CESI
Autriche	GPA	32.000	43%	Oui	ÖGB	UNI-Europa, CES
Belgique	SETCa	28.496	37%	Oui	FGTB	UNI-Europa, CES
	CNE	7.429	9.5%	Oui	CSC	UNI-Europa, CES
	LBC	9.392	12%	Oui	CSC	UNI-Europa, CES
	CGSLB	NA	NA	Oui	Non	CESI
Danemark	FF	49.000	95%	Oui	FTF	UNI-Europa, CES
Espagne	COMFIA	45.800	18%	Oui	CCOO	UNI-Europa, CES
	FES	12.700	NA	Oui	UGT	UNI-Europa, CES
	CSICA	NA	NA	Oui	Non	Non
	FITC	5.400	2.1%	Oui	Non	Non
Finlande	SUORA	25.000	88%	Oui	STTK	UNI-Europa, CES
France	CFDT banques...	20.000	5%	Oui	CFDT	UNI-Europa, CES
	FEC -FO	8.500	2%	Oui	FO	UNI-Europa, CES
	CFTC Banques	5.200	1.3%	Oui	CFTC	UNI-Europa, CES
	CGT	6.300	1.5%	Oui	CGT	CES
	SNB -CGC	11.000	2.6%	Oui	CGC	CEC
Grèce	OTOE	54.924	85%	Oui	GSEE	UNI-Europa, CES
Irlande	IBOA	12.000	40%	Oui	ICTU	UNI-Europa, CES
	MSF	2.000	40%	Oui	ICTU	CES
	SIPTU	2.208	40%	Oui	ICTU	CES
	Mandate	700	40%	Oui	ICTU	UNI-Europa, CES
Italie	FISAC	72.000	NA	Oui	CGIL	UNI-Europa, CES
	FIBA	79.347	NA	Oui	CISL	UNI-Europa, CES
	UILCA	43.058	NA	Oui	UIL	UNI-Europa, CES
	Federdirigenticredito	NA	NA	Oui	CIDA	Non
	SINFUB	NA	NA	Oui	Non	Non
Luxembourg	ALEBA	10.271	80-90%	Oui	ALEBA-UEP	UNI-Europa
	OGB-L	1.334	NA	Oui	CGT-L	UNI-Europa, CES, CISL
	LCGB	NA	NA	NA	Non	CES
Pays-Bas	FNV Bondgenoten	>10.000	25%	Oui	FNV	UNI-Europa, CES
	CNV Dienstenbond	3.200	25%	Oui	CNV	UNI-Europa, CES
	De Unie	10.000	25%	Oui	UOV, MHP	UNI-Europa, CES
Portugal	SBSI	35.000	60%	Oui	UGT	UNI-Europa
	SBN	19.867	29%	Oui	UGT	UNI-Europa, CES, CISL, Eurocadres
	SBC	6.261	10%	Oui	UGT	UNI-Europa, CES, CISL
	SNQTB	7.600	58%	Oui	Forum dos sindicatos	Non
Royaume-Uni	MSF	NA	NA	Oui	TUC	UNI-Europa, CES
	UNIFI	179.544	NA	Oui	TUC	UNI-Europa, CES
Suède	FF	160	80%	Oui	LO	CES, CISL
	HRF	100	85%	Oui	LO	CES, CISL
	Finansförbundet	38.000	80%	Oui	TCO	UNI-Europa, CES, CISL
	JUSEK	1.100	80-92%	Oui	SACO	CES, CISL, Eurocadres
	CF.	200	80-90%	Oui	SACO	CES, CISL, Eurocadres
	Civilkonomerna	900	80-90%	Oui	SACO	CES, CISL, Eurocadres
	STMF	1.700	80%	Oui	TCO	UNI-Europa, CES, CISL